

# TOUT!

CE QUE NOUS VOULONS :

QUINZOMADAIRE

10 déc 70

1F

5

# pompidou, NOUS NE SERONS PAS TES FAMILLES !

Agence Gamma



Le pays basque n'a jamais rendu les armes. Izko et ses compagnons en témoignent. Leur combat a donné au combat du peuple espagnol un sens nouveau. Pour la première fois depuis la guerre civile, le pays est secoué par le peuple en colère. A Séville des manifestants armés de cocktails Molotov ont attaqué des autobus, à Barcelone barricades et combats de rue, partout des écoles et des universités en grève. Des cinéastes et des artistes proclament hautement leur désir d'en finir avec cette abomination qu'est le régime fasciste. Dans tout le pays basque, les ouvriers en grève occupent les usines, l'état d'exception est décrété, à Burgos même Guardia Civil et forces de répression quadrillent la ville. Au tribunal les accusés sont enchaînés, on leur interdit de se parler, d'entendre ce qui se dit, ils ont tous été torturés pendant l'instruction. Ils sont menacés de la peine de mort.

Mais plus fortes que toutes ces menaces, faisant comme un écho aux cris des luttes des peuples espagnols et basques, les voix d'Izko et de ses camarades, crient très fort, perçant la nuit dont voulait les entourer leurs bourreaux : **NOUS VAINCRONS !** Parce que notre cause est juste, parce que la lutte du peuple basque pour son émancipation, son autonomie culturelle et son identité nationale, triomphera des difficultés. Parce que le peuple espagnol nous soutient.

# EUZKADI LIBRE !

## Le théâtre à Renault

Page 4

Les « grosses têtes », c'est pour la bourgeoisie ; la bourgeoisie, c'est le cirque, et le spectacle, c'est la fête : on s'en donne à cœur joie, on rit comme des fous sur les bourgeois, sur les patrons. On les regarde avec des regards d'ouvriers, on les ridiculise, on les montre déjà dans des positions de faiblesse ; comme ça, c'est déjà un peu leur écrasement.

A la porte de l'usine, ça fait terrible, ça saute aux yeux, on se sent bien, et tout le monde se rassemble et discute, on rit et on se demande pourquoi on rit.



## Les paroles célèbres

Page 7

A la fin de son cours de Droit de samedi matin à la fac de Nanterre, Jean Foyer, ancien Gard des Sceaux, a eu cette parole historique : aux huit (8) étudiants venus assister à son cours, protégés par 4 appariteurs, une centaine de vigiles et 1200 flics, il a décerné cette appréciation digne de l'antique : « VOUS AU MOINS, VOUS ETES DES BRAVES ! »



## HENIN-LIETARD L'assassinat légal

## MEULAN Le trafic de l'embauche

(pages 4 et 5)



# TOUT! A TOUS

Beaucoup de gens commencent à savoir que ce qu'ils font, ce à quoi ils font semblent de croire, les joies médiocres du travail bien fait, de la télé, de la promenade familiale en voiture le dimanche. — ça n'existe pas. — Du moins, ils s'en doutent.

Mais l'espoir n'a pas été à la hauteur des remises en question. Nous avons beaucoup égratigné mais qu'avons nous fait surgir comme rapports nouveaux ? Aujourd'hui, une partie du gauchisme, qui vivait d'impatience quotidienne doute : et si on en avait pour dix ans ? Et si la traversée du désert avait commencé ? Car nous avons vécu dans le provisoire, en attente de bouleversements : nous faisons tous comme s'il suffisait de lézarder l'édifice de la société bourgeoise pour que le reste vienne tout seul. Mais nous nous usons les poings contre le mur de la répression, nous savons aujourd'hui que nous avons beaucoup promis et peu tenu : d'où la rancœur des gens, des Français, leur indifférence face à la répression. Le 3<sup>e</sup> procès Gelsmer, la dixième édition de Nanterre — et partout on est heureux du coup fait à Foyer — marquent la nécessité de notre tournant.

Si nous ne voulons pas que, lassés d'attendre, les plus vieux regagnent la société, les plus jeunes organisent leur survie en marge, nous devons prendre à pleines mains cette société là, et savoir que proposer sur chaque aspect de la vie. Que ferons-nous de la télé ? Quelle peut être la durée du travail ? Quels rapports régiront l'école libérée ? Comment vivrons-nous ? Quelles communautés de vie organiserons-nous ?

C'est le premier pas de la lutte.

C'était le premier privilège que nous voulions partager avec tous ceux qui haïssent cette société qui les opprime, pour que chacun puisse clamer, écrire ce qu'il a sur la patate et qu'on se rende compte qu'on est des milliers à penser les mêmes choses. C'est déjà un espoir, un encouragement à se battre.

C'était le projet essentiel de « Tout ». Voici le numéro 5 : il est incontournable que cet aspect s'est clairement manifesté dans le journal. De façon individuelle, beaucoup de gens nous ont écrit pour exprimer leurs expériences, où ils en sont. Dans le numéro 4, un groupe a pris collectivement en main quatre feuilles volantes sur les immigrés, mais c'est un peu l'arbre qui cache la forêt, car ce côté très limité et le Comité de rédaction n'a pas lui-même contribué à briser une attitude passive chez le lecteur ; principalement en entretenant l'idée que le journal marchait tout seul, que les articles et les enquêtes arrivaient tous seuls. Et certes il est possible, de faire un journal avec quelques copains parisiens, mais alors il est voué à l'écrasement. « LA LONGUE, IL EST VOUE A NE SERVIR A RIEN »

Et le fait que le groupe Vive la Révolution le supporte en partie, ne change rien à l'affaire, parce que 99 % de la Révolution, ça se passe hors V.L.R.

Bien sûr, ceci n'est pas encore sensible dans « Tout », mais il faut savoir que c'est une éventualité qui se présente.

« Le Monde » trouve que Pompidou met une note humaine à la tête de l'état. Ben voyons ! Les valeurs s'écroulent : on reprend dans le vieux registre, on tente désespérément d'insuffler un peu d'âme à la société bloquée.

Pompidou tient de Guizot (Louis Philippe rappelez-vous) et de Malraux. Il a bien compris qu'on en a tous assez d'être isolés, assez d'une civilisation qui met tous les rapports entre personnes sous le signe de l'argent et de la concurrence, assez d'être seul dans des bagnoles, des compartiments, des HLM, face aux télé. Ça va tellement mal qu'on ne peut plus le cacher à personne : ça déshumanise si fort tout autour de nous qu'on en rajoute encore et encore sur le vernis d'une façade qui craque.

Pompidou a Léonard Cohen et Joan Baez sur sa pile de disques. Il comprend que tous, dévoyés, fanatiques du Pop, sont poussés par ce grand et vieux instinct à « s'agréger » (c'est le style du président). Alors vive la confusion !

A défaut de nouveaux gadgets idéologiques, même provisoires, on cherche à retrouver la « nature » dans ce qu'il y a de plus sclérosé dans la société bourgeoise ; on tentera d'y canaliser l'immense besoin de paternité, de communication et de responsabilité créatrice : pour ça, on va commencer par convaincre les gens qui ne redressaient pas d'eux mêmes la barre en octroyant quelques nouvelles primes à la démographie active.

### LE RETOUR DE PETAINE

Le vieux mot d'ordre pétainiste : Travail, Famille, Patrie, reste le fond de la pensée bourgeoise. La famille « est la mieux placée pour résister aux ébranlements, parce qu'elle est fondée sur la nature, sur la loi de l'espèce. » (Pompidou). Et il n'y a pas que Pompidou pour défendre ces idées. A « gauche », la CGT, l'Union des femmes françaises, répondent au discours présidentiel : les familles françaises c'est nous (1). Voyez Muldworf, idéologue du PCF en la matière, reprendre contact avec la « famille naturelle » (TOUT N° 2). Ils sont sans doute même plus sincères. Pompidou, l'homme des boîtes de nuit et des partouzes, se pose en défenseur de la famille. Plutôt drôle, non ! Marchais fait plus vrai comme père de famille.

Vous savez ce qu'est une famille, papa Pompidou ? Vous savez ce que c'est pour les gosses de subir les parents, leur inquisition, ce que c'est de rentrer en retard avec un carnet de notes quand on a douze ans ? Vous savez ce que c'est pour une femme de passer ses journées entre la cuisine et la linge à laver ? Vous savez ce que c'est qu'un dîner familial où le père lit le journal, la mère sert les gosses qui bouffent le plus vite possible pour s'échapper ?

« Chacun y trouve la possibilité d'être à la fois lui-même et partie d'un ensemble. » Tu parles ! Il sait que les ressources sont mises en commun et réparties en fonction des besoins de chacun... Et les gosses à la campagne, qu'on fait travailler comme des bêtes, véritable prolétariat des familles agricoles ? Et la vente des gosses aux usines ?

Et puis quand on a seize ans et envie de baiser, on met quel on commun avec sa famille ? On se cache...

Ah, si on pouvait châtrer ses enfants pendant 10 ans ! Vous savez qu'il y a des familles où on se bat tous les soirs ? Que la plupart des familles, c'est l'enfer quotidien, le père qui engueule ses gosses faute de pouvoir engueuler son chef ; et vous voulez rétablir l'autorité parentale : « ou plutôt que les gosses apprennent à obéir, hein ? c'est bien ça ? Que les femmes apprennent à rester à leur place ? Que les hommes vivent en écrasant leurs proches, pour se venger qu'on les écrase ailleurs ?

### TOUS DES FRERES

Oui, on a soif de compréhension, de solidarité, comme vous dites.

Mais cette soif-là, c'est contre nos familles qu'on la ressent, celles de la routine quotidienne, celles de « normale » collective, des contraintes ou de la fierté chauvine, celles qui ont écrasé nos rêves d'enfants ou censuré nos idées d'adolescents.

On ne veut pas mettre l'oppression en commun, on veut mettre la liberté. La liberté de disposer de nos corps et de nos esprits, sans dévotion ou reconnaissance obligatoires, on ne veut plus naître propriétés privées.

Un foyer, oui on en veut, être ensemble aussi. Votre famille sent le renfermé pour ceux qui n'ont pas les moyens de se payer des fenêtres sur la vie ; elle en crève déjà et ne résiste pas à l'édification de nouveaux rapports sociaux même embryonnaires, même au sein de la société capitaliste pourrissante.

### UNE FAMILLE DE PLUSIEURS MILLIONS

Vos familles s'écroulent, et comme dirait un grand barbu, « ne nous assusez pas de les avoir détruites, c'est vous-mêmes, c'est votre système individualiste fondé sur la concurrence et la propriété privée qui les a détruites. »

Vous avez besoin de millions de beaux bébés parce qu'une solide production et une solide consommation, ça vaut mieux que deux « tu l'auras ». (mais on laisse ça à l'ignoble Debré, la démographie). Vous n'y croyez plus, à la famille, mais vous savez que ça peut encore tenir les gens.

Une France de 100 millions de Français, projet cher à De Gaulle. 100 millions à exploiter et à gruger dans la « consommation », quel bon dans le profit, et puis quelle solidarité. Et ça permettrait de moins voir ces lamentables immigrés, plus



besoin d'importation. Une voie de garage en or pour le besoin d'amour ; idéologiquement et matériellement, encore plus de familles ça peut faire moins de flics, c'est-à-dire faites rentrer la censure chez vous ; plus tendre, et même parfois plus chaleureuse : « Je peux quand même pas faire « ça » à Maman... » On « tient » les citoyens, les voilà qui tiendront bien leurs enfants, c'est leur boulot, maîtres après Dieu, ils en seront fiers...

Comptez là-dessus, comptez sur nous...

Pompidou est vivif, ses familles ne nous ont appris qu'une seule chose, la révolte !

Nous avons trouvé l'espoir contre elles.

Même s'il n'est pas si facile d'en sortir quand on est isolé. Nous n'essayerons plus de faire mieux que nos parents ; et pourtant, nous savons déjà que nous aimons plus que vous notre prochain aie famille, elle aura 50 millions de personnes, pour commencer

Cet été, à Amsterdam, parmi les jeunes, les enfants appelaient tous les gars Papa et toutes les filles Maman... et la contestation commence maintenant en 6<sup>e</sup> ! Il va falloir de sacrées allocations, surtout avec la pluie...

(1) L'Humanité, 7-12-70 : « Les familles vivent » de bonne soupe et non de beau langage... répond, en citant Molière, l'Huma à Pompidou.

(Suite page 2.)

# TOUT A TOUS

Nous savons maintenant — et bientôt le gauchisme officialisé s'en rendra compte aussi, lui qui a contribué à la confiscation de la parole par la bourgeoisie — nous savons qu'on ne peut faire apparaître ce que veulent les gens qu'en les aidant à s'exprimer et à s'organiser collectivement sur la base de leurs situations sociales réelles, et que de plus, les idées qu'ils élaborent ensemble par la critique et la contestation de masse, toutes ces idées commencent à entrer dans la vie. Sur ce point, que de succès depuis Mai : combien de sociologues, d'architectes... ont été terribles pour s'être transformés en pseudo-ouvriers révolutionnaires, combien d'ouvriers ou d'immigrés déracinés pour s'être intégrés au trotskysme ou même quelquefois au maoïsme.

Tout ceci est très concret : dans ce numéro, il y a un dossier sur l'École, fait à partir d'une enquête, d'un échange limité à quelques camarades. Or de nombreux instituteurs, profs, lycéens nous lisent, nous écrivent : pourquoi ne pas se mettre en tas (et quand on est isolé, « Tout » peut organiser des rencontres) pour développer la critique de l'École bourgeoise, de la hiérarchie qu'elle reproduit, des divisions qu'elle érige et commencer à réfléchir sur ce qu'on voudrait dans ce domaine, et pourquoi ne pas prendre sur ce point une feuille du journal en main ?

D'ailleurs un groupe de techniciens, de chimistes ne nous a pas attendu pour commencer ce boulot : dans « Labocontestation », ils font un procès éditant du SAVOIR et de la SCIENCE bourgeoise.

Ceci peut et doit se généraliser, chacun peut y prendre part : « Tout » peut être un des lieux de fusion pour changer, (inventer) la vie. Il faut pour que la révolution soit enfin crédible pour les larges masses, qu'apparaisse une force se posant les problèmes de l'ENSEMBLE de la société et de son remplacement.

Ces idées, elles sont déjà luttées, souvent : alors quand il y a une grève de mineurs et qu'on habite à 50 km, pourquoi ne pas y aller (« Tout » vous le rembourse), discuter, enquêter et peut-être soutenir la lutte ou aider à la popularisation ; et ce genre d'initiatives approvisionnera le journal.

## EN RESUME QUE FAISONS-NOUS ?

A PARIS, un certain nombre de commissions se mettent en place : Ecole-Commission culturelle-Luttes ouvrières. Pour s'informer, passer au local du Journal : 4, rue du Fer à Moulin, Paris-5<sup>e</sup> permanence tous les soirs de 16 h à 18 h.

EN PROVINCE, certains groupes nous ont écrit, et ont pris collectivement en main la diffusion. C'est bien, mais c'est encore peu. Qu'ils aient en tête d'intervenir activement dans toutes les luttes qui les entourent, et qu'ils nous alimentent le journal.

D'ailleurs, beaucoup de camarades ont des choses à dire : bilan des luttes même passées, expériences... qu'ils s'y mettent !

Dans différentes villes importantes, le Comité de Rédaction convoquera des assemblées générales analogues à celles qui se sont tenues à Paris.

Dans d'autres villes, il mettra en contact des lecteurs entre eux, pour que ceux-ci se réunissent et étudient ensemble leurs possibilités politiques et pratiques d'interventions, de luttes, et de liaison avec « Tout ».

Le Comité de Rédaction.

# ALLEZ JOUER AILLEURS !

Pas de travail — pas de pain — pas de rallye.

Le 29 novembre, le journal le Midi « Libre » organise le Rallye des Cévennes (automobile).

Les rallyes automobiles importants, c'est une compétition qui se fait par étapes dans le monde entier, tout le long de l'année entre les grandes marques de voitures, de pneus, de phares, etc.

Quand on gagne, on se paye une grande page dans un quotidien du lendemain et on prend les commandes. Les Cévennes font chaque année partie de ce champ de foire mondial où des spécialistes virtuoses (les pilotes) s'escriment soi-disant pour le sport.

Mais les Cévennes, c'est surtout des milliers de chômeurs, des usines qui ferment, des tas de gens paysans qui meurent à petit feu victimes de la colonisation industrielle.

Alors, cette année, les gens en colère avaient décidé que les bourgeois qui les affament n'y viendraient pas régler leurs comptes entre eux en toute tranquillité.

Après un manif à Ganges avec les chômeurs, les C.R.S. ont rattrapé, c'était la première fois qu'on les voyait cogner dans le coin.

Alors on s'est attaqué au rallye avec toutes sortes de moyens : on ne compte plus les pneus qui crèvent, les barages, les bouts de route soudain glissants... et le rallye n'a pas passé, la montagne on connaît ça mieux qu'eux.

Les Cévennes, c'était déjà un rallye difficile, maintenant ça fait des obstacles insurmontables : des hommes !

Bourgeois, allez jouer plus loin.

# HUSSEIN NE PASSERA PAS

En septembre, Hussein, le boucher d'Amman, n'a pas réussi à écraser la Résistance palestinienne. Malgré les massacres sanglants, celle-ci a sauvé l'essentiel de ses forces et de son autonomie pour pouvoir renforcer et élargir son combat. Le plan Rogers a tourné court.

Aujourd'hui, Hussein et Dayan à Washington discutent avec Nixon de la reprise de la mission Jarring pour la « paix ».

En même temps, Hussein multiplie les provocations contre les feddayin et les combats reprennent en Jordanie.

Le 14 décembre, Hussein est à Paris, recherchant de nouveaux appuis, de nouvelles complications.

ÇA NE SE PASSERA PAS COMME ÇA !  
ON NE VA PAS LE LAISSER FAIRE !

Ceci est un extrait de « ENQUETES », roman-photo « populaire ».

Les flics font croire au barbu (journaliste américain) que les maoïstes ont tué sa femme (pieux mensonges, utiles). La fille d'un député (ô DE GRAILLY !) a été enlevée. Ce député s'appelle Panzani, comme les nouilles. Le journaliste libérera la fille...



## UN ROMAN PHOTO ANTI-MAO



# Courrier critiques diffusion

# TOUT!

CE QUE NOUS VOULONS: TOUT !

## Contre la biffe

Salut.

L'A.G. du 28 m'a fait prendre conscience des difficultés qu'on rencontrait. Dans cette A.G., le problème du service militaire n'a pas été soulevé. Je n'ai pas pris la parole, j'ai plutôt écouté.

J'ai fait mes trois jours en janvier, « apte au service ». Je ne voudrais pas le faire, ce service qui ne sert à rien, qu'à perdre son temps, qu'à crever encore plus vite.

Aldons ceux qui vont bientôt partir. [...] Organisons-nous pour ne plus faire ce service militaire. Y'en a marre que des mecs tombent malades, malgraisés, trichent, ce n'est pas révolutionnaire. Gardons notre santé pour balayer cette loi, en masse.

Aldons ceux qui sont dans les casernes, qui se font chier, à ne plus se faire avoir, mettons-nous en rapport avec eux. Sabotons les centres de recrutement.

[...] Bien sûr, les étudiants ont des soucis, mais bon sang tous les jeunes veulent-ils faire leur service ? Faisons parler ceux qui se taisent. Osons lutter ensemble. En Amérique, ils ont bien des centres de renseignement contre le service. Et en France ?

Abrutis par le service militaire réveillés et réveillés-nous. Y'en a marre, marre.

Femmes n'acceptez pas le service.

Envoyons de l'argent au journal pour pas qu'il crève.

## Condamnés politiques

François Bident, engagé volontaire pour cinq ans, le 1er juillet 1966, rejoint son corps d'affectation, le 1er R.P.I.Ma (1er Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine), à Bayonne. Après neuf mois de classe, il part à Pau où il est breveté parachutiste. Puis il est envoyé à Saint-Maixent de l'É.N.S.O.A. (École Nationale de Sous-officier). Il constate très vite que l'école est une « usine à cons », une « fabrique de robots », que lavage de cerveau et bourrage de crâne sont les prises par une suite d'instructeurs débilés. De ce fait, l'élève a une permission qu'il utilise et s'échappe de l'école au bout de deux mois de stage. Récupéré par les flics cinq jours après, est accusé d'absence illégale et de faux et usage de faux. Puis il est renvoyé de prison. Il rejoint le 1er R.P.I.Ma à Bayonne d'où en février 1968, il est envoyé au 2<sup>e</sup> R.P.I.Ma à Madagascar. Au bout de quinze temps, une demande de résiliation de contrat, qui succédait à une première faite en France, est refusée par le général. Les tentatives de réforme ayant également échouées, il décide de tenter le tout pour le tout afin d'être renvoyé de l'armée : deux nouvelles absences illégales, refus d'obéissance, menaces de mort envers un supérieur, incitation à la mutinerie, rébellion ouverte vis-à-vis de l'armée se succèdent à un rythme accéléré. Tout cela lui vaut encore six mois de prison. Finalement après 35 mois d'armée, la réforme est prononcée pour le motif suivant : « Personnalité immature, impulsivité, inadaptabilité sociale, élément perturbateur sur le plan du service, inadaptable. » 20 % à titre documentaire non imputable. Réforme définitive n° 2.

Il est à remarquer que seul son dossier est passé devant la commission de réforme sans qu'il soit question de commission psychiatrique.

De retour en France, au mois de mai 1969, étant resté dans l'ignorance des événements de mai 1968 à Madagascar, il passe quelques mois au calme afin de s'adapter à la vie civile. Puis il décide de rejoindre le combat de ses frères contre l'exploitation, d'essayer de lutter contre

an n e c y  
**FAZ**  
ACTION

VENREDI 8 JANVIER A 21 H  
A LA M.J.C. NOVEL  
THEATRE DE COMBAT  
« BLACK POWER »

## Curetons !

Camarades,

Je viens de lire le numéro 3 de « Tout ». Bravo !... Continuez !...

Il y a autre chose : il y a les curés !... les autres, les politiciens on sait à quoi s'en tenir, la doctrine est simple : « Je vous emmerde, travaillez pour moi, votez et employez mes poches, c'est tout ce qu'on vous demande. » Les C.R.S. vous tapent dessus si pas d'accord vous êtes ! tout le monde sait à quoi s'en tenir !... Mais les curés... les bonnes sœurs !... Voilà les vrais fascistes !... et le papa alors !... Le grand Pape... le grand enfant avec sa robe blanche qui prie pour vos âmes à condition que vous soyez « chrétiens » !... Tiens oui... « chrétiens » !... Parce que sans ça pas question !... Qui je sais ce que je dis !... Savez-vous que dans les maisons de retraite de vieillards privés catholiques, on fait une enquête pour connaître les convictions religieuses des pensionnaires !... Savez-vous que j'ai entendu une bonne sœur dire que « quand je reçois des demandes qui viennent de Nanterre ou par là-bas je refuse... ». Savez-vous que dans notre régime on a pas le droit de vieillir tranquille si on n'est pas de la religion d'Etat !... Au Moyen Âge on taxait d'hérétiques ceux qui n'allait pas à la messe !... De nos jours on les laisse vieillir chez eux parce qu'ils n'ont pas trouvé « le droit chemin » !... et quand un curé vient chez vous croyez-moi ce n'est pas pour vous apporter du réconfort, c'est pour faire la quête « pour les pauvres »... Quels pauvres ?... mais les pauvres chrétiens ou prétenus tels pardi !...

Jésus ne vivait pas avec les partisans de l'Ordre religieux, il vivait avec les pauvres, les prostituées et les crève-la-rampe !... Papeuse lui, vit avec les rois, les présidents, les pharisiens et il fut l'ami d'Hitler !... Il a prostitué ce qui aurait pu devenir une des plus belles choses du monde, l'Écriture et le Christ !... Papeuse n'est pas du côté du peuple il est du côté des patrons et des flics !... Il vient de cloquer une deuxième fois le Christ sur sa croix et c'est en crachant sur chaque curé ou chaque bonne sœur que nous parviendrons à l'en faire descendre... J. T. (Brest)

## Truc à tracts

Tout le monde est assiégé de ces prospectus qu'envoient les entreprises capitalistes pour faire leur publicité à domicile. La plupart du temps ces prospectus comportent une réponse payée.

Dans ce cas, quoi de plus simple que d'y mettre sa façon de penser. Chaque lettre ou carte ainsi retournée devient une contre-publicité dont la société paie les frais.

Isolé, ce système ne rapporte rien et ne porte guère, mais étendu sur une vaste échelle, il peut être une bonne arme révolutionnaire.

Révolutionnairement votre.

R. C.

## Je lis Tout

Je lis « Tout » depuis deux ou trois numéros seulement, et j'en suis très satisfait surtout de la puissance de l'information, on sent qu'elle vient du peuple, n'importe quel type comme vous et moi aurait pu écrire ces articles tellement le style est simple et direct.

J'aimerais aussi avoir mon mot à dire au sujet de l'article « Kidnapping à Nanterre ».

La personne (sur la photo), en blanc et qui tient un couteur (de cuisine qu'on appelle éminceur) est le chef de cuisine ou simple cuisinier du Resto. On aurait photographié un flic il aurait eu une matraque, un gauchiste aurait eu un pavé ou simplement la « Cause du Peuple » à la main. Chacun son ustensile défensif ou offensif, sur ce, je suis contre les brutes policiers dont j'ai été victime. Et que tout le monde le sache, à Thonon-les-Bains, en Haute-Savoie, il y a un sale type qui est censé à l'École hôtelière et qui fout tout simplement entre les mains des flics les types comme moi qui ont fait une fugue parce qu'ils en avaient marre d'être exploités par les hôteliers (autres grains d'exploiteurs du peuple). Je n'ai pas à le cacher, j'étais commis de cuisine à Megève dans un hôtel, placé par l'école je suis parti au bout du 20<sup>e</sup> jour et quand je suis revenu quinze jours après de chez « Royco » ou flics, comme on veut, on m'a donné 170 F. J'ai été écopé. Depuis, à cause d'un censur, et d'avoir été compromis dans une histoire de fugue et de flics je suis un pauvre sans travail, qui n'a pu terminer ses études d'hôtellerie et qu'on retrouvera un jour, « allongé », quelque part, au Tchad ou ailleurs parce qu'il ne pouvait rien faire d'autre pour gagner sa croûte. En attendant le grand réveil, je suis prêt à participer à des actions de sabotage contre cette société pourrie qui s'écroule.

H. S.  
(Saint-Martin-d'Hères)

## Instits

Ma femme et moi sommes instits dans un petit village. Notre action se cantonne, en accord avec les camarades de l'École moderne du département, à une action purement pédagogique, difficile, ardue,

limitée dans l'espace et le temps. Je ne suis pas touché directement par la condition misérable des travailleurs immigrés, je ne suis pas ce qui se passe dans les usines Simca ou Citroën, parce que loin des yeux loin du cœur. De même vous n'abordez que très peu les problèmes des ruraux. C'est ainsi. Nous vivons en isolés et c'est regrettable mais pas irrémédiable.

En ce qui concerne l'action révolutionnaire il me semble que des leçons doivent être tirées de mai 1968...

En 68, on a beaucoup discuté, trop sans doute, et certains ont tenté d'agir. On ne peut pas agir et penser à la fois. Prendre un coup de matraque sur la gueule est incompatible avec les idées claires, c'est connu. En 69, les mecs ont d'abord noirci les pages de leurs cahiers de doléances, puis ils ont pris la Bastille. Ils auraient peut-être pu faire l'inverse, je n'en sais rien. Mais il est évident qu'ils ne pouvaient pas tout faire à la fois. Et c'est de cette priorité donnée soit à la pensée, soit à l'action qu'il est urgent de discuter.

Combien de fois ai-je entendu ces mots : — Une société sans argent, c'est impossible ! Comme si c'était les billets de banque qui labouraient le sol et faisaient tourner les industries ! Il faut démontrer des évidences, je le répète. Prendre deux champs, poser sur l'un des tonnes de lingots et sur l'autre des travailleurs armés d'outils et attendre les moissons. Il faut tuer la magie du fric et du pouvoir.

Les flics ne peuvent être partés à la fois. En 68, ils étaient inquiétés par la Paris des étudiants et sa ceinture ouvrière. La province pouvait prendre d'assaut ses préfectures et les postes-clés du centralisme étatique.

La plupart des casernes peuvent devenir des arsenaux de la révolution en deux heures. J'ai étudié la question : tout le semblant d'activité de ces merveilleuses maisons ne repose que sur le zèle savamment dosé des bidasses.

100 objecteurs de conscience désorganisés, c'est une minorité étouffée ; 100 000 jeunes appelés qui refusent, en même temps de se laisser encaserner, c'est une situation révolutionnaire.

La grève, la désobéissance totale, l'immobilisme concerté, le silence absolu peuvent être, assortis, des instruments de tactique révolutionnaires intéressants et efficaces.

Mais voulons-nous vraiment, profondément sortir de la merde ? Sommes-nous capables d'abandonner nos idées préconçues, nos étiquettes, nos misérables points de repère : Marx a dit que ça devait être comme ça, Mao dit autre chose, mignol ça prend le contraire, etc.

Au début les états-généraux des emmerdes de tout poil ? Nous ne sommes pas libres, nous ne sommes pas libres et égaux en fait et c'est ce qui importe. Nous devons nous libérer d'abord et libérer les autres après, par ce que j'appelle l'éducation.

Mais on ne peut pas éduquer efficacement devant un concurrent aussi envahissant que la télé de l'Etat, la presse de l'Etat. Il faut se saisir de ces moyens d'édification et les mettre au service de l'édification. Il faut que la parole nous serve à démontrer les évidences citées plus haut. Mais pour cela il faut d'abord prendre le pouvoir et le dissoudre ensuite de l'intérieur.

Prendre le pouvoir pour mieux le détruire, ne pas être fasciné par lui, ne pas y prendre goût, ne pas brandir de portails géants, tuer la magie des mots et des choses qui nous oppriment. Et pour prendre le pouvoir, camarades, comment faire ? Je n'en sais rien. Il faut d'abord nous reconnaître et nous organiser, figeoler notre organisation, ne rien laisser au hasard, sans faire de bruit, par en-dessous, sans faiblesse.

N'oublions pas ceci : un militant clandestin est plus dangereux, plus efficace, plus tendu qu'un militant reconnu par le pouvoir comme un interlocuteur valable.

J'ai acheté (1) « Tout » dans un supermarché.

C'est con, hein ?

Bon courage, camarades !

D. M. (66)

## Presse révolutionnaire

A Bas l'exclusivisme entre journaux de la Nouvelle Presse révolutionnaire !

Nous proposons :

- de mettre en commun des services (agence de presse à partir du P.I.M., services photos, « reportages » pas au sens de la presse bourgeoise bien sûr), et d'étudier en commun la distribution ;
- de soutenir et d'organiser la campagne d'Hara-kiri Hebdo et de Charlie Hebdo contre la loi pourrie sur les publications destinées à l'enfance, loi qui a permis de saisir Hara-kiri Hebdo ;
- de commencer avec des journaux qui ont des projets assez proches du nôtre (L'Idiot, Le Cri du Peuple, Vivre) ou plus spécialisés que nous (Le Pop, Actuel, etc.) des discussions sur ce que c'est que la presse de masse révolutionnaire.

Nous avons convoqué une première réunion sur ces problèmes avec les autres journaux et on espère bientôt la tenue d'une assemblée générale plus large avec l'idée de créer une association de journaux révolutionnaires.



## Marceliin à Hara-Kiri : c'est pas à la politique qu'on en veut, c'est au porno.

dessin que Wolinski avait fait en 66 en prévision du coup (dans Bizarre n° 42)

Directeur de publication : J.-P. SARTRE.  
DIFFUSION N.M.P.P.  
IMPRIMERIE AGROFILM, 11, rue Ferdinand-Gambon, Paris-20<sup>e</sup>.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

TOUT 27, rue du Faubourg-Montmartre

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Ci-joint un versement de 25 F pour vingt-six parutions.

C.C.P. à l'ordre de « Tout ».

Mandat-lettre.

Chèque bancaire.

Soutien : 50 F ou plus.

# DESARMEZ LES FLICS !

Un gendarme d'Anet (Eure-et-Loir) a tué le soir du 29 novembre 1970 un boucher parisien venu en camionnette déménager la maison de campagne d'une vieille dame. Il avait cru que c'étaient des cambrioleurs.

« TRAGIQUE MEPRISE » dira le procureur de Chartres, M. Bouchevrolles. Et pourtant, le boucher a été abattu à bout portant et sa passagère a eu la gorge traversée par une balle alors qu'il était visible qu'ils n'étaient pas armés.

« TRAGIQUE MEPRISE » a repris la presse mais que voulez-vous, il faut comprendre les gendarmes, il y a de plus en plus de vols et les gangsters sont tous armés maintenant.

Il a été abattu explique-t-on à l'Etat-major de la Gendarmerie à Paris parce qu'« IL FAUDRAIT QUE LES NON-COUPABLES NE SE CONDUISSENT PAS COMME DES COUPABLES. »

La voilà l'explication ! Pensez donc, il démarrait tous feux éteints (c'est ce que disent

les gendarmes pour se disculper) c'est grave ça. Ça mérite au moins la peine de mort. Et pas la mort la plus douce, on vous fait exploser la tête à bout portant ; ah, mais !

« IL FAUDRAIT QUE LES NON-COUPABLES NE SE CONDUISSENT PAS COMME DES COUPABLES. »

On voit toute la portée de la remarque, tout l'intérêt du procédé.

Vous sortez d'une banque en marchant un peu vite (vous êtes pressé, vous avez besoin d'argent liquide pour acheter des médicaments) vous avez encore les billets à la main. Vous êtes bon pour une rafale de mitraillette, « il avait l'air coupable » dira le tueur de service.

Pendant la guerre, il y avait des fonctionnaires de la Gestapo qui se

## UN BOUCHON SUR L'AUTOROUTE

Vendredi soir, à l'entrée de l'autoroute du Sud, un camionneur attend 10 heures du soir pour pouvoir emprunter l'autoroute (heure réglementaire) à 9 h et demi il en a marre... et démarre avec son semi-remorque. Après tout pour lui il s'agit bien d'une lutte sur ses conditions de travail.

Les flics de faction (il y en a toujours à cet endroit pour emmerder les autostoppeurs) l'arrêtent et veulent lui mettre une amende, le camionneur essaie de se justifier, un gradé l'engueule, le traite d'enculé, de pédé... la réplique ne se fait pas attendre : il reçoit un coup de poing et rejoint le caniveau. Le ton monte et d'autres camionneurs arrivent... en camion... et en 5 minutes tout le carrefour est bloqué, les semi-remorques arrêtés et les camionneurs font une réunion rapide sur le tas : pas question de bosser avant que l'amende ne soit retirée et qu'ils aient la garantie qu'aucune poursuite ne sera engagée. Les flics arrivent, plus nombreux, 2 cars, 1 voiture de civils, assez gênés, qui se font copieusement insulter. Ils disent, l'air sympa : « Allez, les gars, il faut comprendre... allez vous allez pas rester là... » Un inspecteur l'air important déchire les contredenses et donne toute garantie. Les camions démarrent et prennent l'autoroute avec un quart d'heure d'avance. On voit 2 ou 3 cars de flics qui avaient été amenés au cas où... s'en aller.

Réaction des camionneurs qui rigolent : « Non mais, ils se croient les maîtres... ils nous prennent pour des étudiants... ! »

promenaient dans les rues en repérant les gens qui avaient l'air de Juifs. Ils avaient un portrait-type et gare à qui y ressemblait.

Il y a des traditions qui ne se perdent pas.

Parce qu'un boucher avait l'air d'un cambrioleur (peut-être qu'il aurait dû garder son tablier taché de sang pour éviter l'équivoque. Tiens ! c'est une idée ça, chacun devrait porter ostensiblement les marques distinctives de son métier) il a été tué.

La banalisation est à l'ordre du jour. La banalité de nos propos et de nos attitudes peut nous sauver la vie et c'est bien là-dessus que le pouvoir compte. Il veut des citoyens obéissants et respectueux des lois et qui en plus sachent avoir l'air d'honnêtes gens. A FORCE DE FAIRE SEMBLANT ILS FINIRONT BIEN PAR LE DEVENIR.

Ça commence en famille : « Coupe-toi les cheveux, mets une cravate, ça n'engage à rien, tu CONSERVE TES IDEES et puis ça nous ferait tellement plaisir à ton père et à moi. »

Ça se poursuit au tribunal : « M. Geismar, vous êtes libre de penser ce que vous voulez à condition de ne pas le montrer dans la rue. »

On devient un mouton qui conserve ses idées bien au chaud dans la tête, mais on n'ose plus les dire.

Tout est là et le pouvoir, lui, va jusqu'au crime pour nous en persuader.

« Vous avez intérêt à vous couper les cheveux si vous voulez trouver un emploi. »

« Vous avez intérêt à avoir vos papiers sur vous quand vous sortez le soir » (mais, Monsieur Marcellin, savez-vous que ça n'existe pas, les papiers d'identité en Angleterre !)

« Vous avez intérêt à avoir un emploi régulier si vous passez devant un tribunal. »

## UN COUP MONTÉ

Depuis 1 mois et demi, pour une stupide affaire de barrières brûlées au Restaurant Universitaire de Nanterre, 2 camarades, Yves HARDY et Paul GROLLEMUND sont en prison. Le 27 octobre dernier les flics arrêtèrent 3 camarades chez eux : Paul, Yves et Benoît QUEYSANNE. La justice, après avoir inculpé Benoît, le relâche 3 jours après : il était en Espagne en train de tourner un film le jour où il a été « reconnu » par les appariteurs chargés de contrôler les cartes du restaurant. 4 personnes inculpées dans cette affaire se présenteront ensuite chez le juge qui les mettra en liberté provisoire avant même qu'elles donnent leurs alibis (1 était à son travail, l'autre à Paris) tellement il est évident pour tout le monde que l'affaire est un coup monté. En attendant Yves et Paul sont toujours en prison.

Nous on commence à en avoir marre.

Libérez Yves et Paul, et vite !

Détail intéressant : les « appariteurs » qui sont à l'origine de toutes ces inculpations ont tous avoué à l'Instruction avoir échoué au Concours d'entrée à la Police (Faut déjà être doué !)

« Vous avez intérêt à ne pas vous trouver dans une forêt en feu si vous êtes professeur de sociologie. »

« Vous avez intérêt à avoir peur des flics si vous êtes boulevard Saint-Michel un soir de procès gauchiste, sans quoi on vous matraque. »

Et puis vous avez intérêt à la fermer. De toute façon c'est tellement mieux pour tout le monde.

Le visage de la Nouvelle Société, c'est le visage du fascisme pour tous les jours, au goût du jour.

La presse et la Télé qui ne s'indignent même pas d'un tel acte (mais c'est un acte de gouvernement) et le pistolet dans la nuque pour les récalcitrants. Le 29 novembre, des gendarmes abattent un innocent; on fait le silence. Il y a quelques jour, France-Soir fait la une de ses éditions avec la photo du super-flic (un de la brigade anti-gang) ramenant dans ses bras le petit garçon qui avait été kidnappé. Les forces de l'ordre protégeant l'enfance, quel tableau touchant ! et quelle opération politique ! C'est tous les parents de France que l'on veut rassurer. MAIS LE BOUCHER, LUI, IL N'AVAIT DONC PAS DE PARENTS ?

Trop, c'est trop. Quand les Africains du régime d'Afrique du Sud en ont eu assez de se faire contrôler, ils ont fait brûler leurs papiers d'identité. Au temps de la guerre d'Algérie, en France, quand les Algériens des bidonvilles en ont eu assez des brimades policières incessantes, ils se sont révoltés en masse. Quand les Noirs des ghettos américains en ont eu assez de se faire tirer dessus, ils se sont armés.

Bien sûr on n'en n'est pas là. La police ne tire pas, pas encore, sur les manifestants. Mais la logique de la répression est irréversible. Parce qu'elle est l'image inversée de la lutte. Et que de plus en plus de couches sociales différentes se mettent en mouvement. C'est pas les Sapeurs pompiers de Lyon qui nous contrediront qui se sont fait matraquer par les flics il y a quelques jours.

Monsieur Marcellin, vous êtes pris dans une contradiction dont nous sommes les seuls à pouvoir vous sortir. Ne comptez pas sur nous pour le faire gratuitement. A bon entendeur, salut.

# Approchez ! Approchez !

## Théâtre révolutionnaire à Renault

Dire la vérité révolutionnaire, c'est montrer un monde infiniment transformable ; pas montrer le monde des bourgeois, mais celui où on peut tout faire.

Dire la vérité avec humour, car l'humour nous fait prendre de la distance par rapport à la réalité qui nous écrase. L'humour, il nous fait prendre conscience des rapports de force. Les trois gros pleins de sous en papier que sont Citroën, Simca et Renault, le pantin fat et imbu de lui-même qu'est Dupont ; 20 ouvriers qui jettent Dupont à terre après s'être fait marcher dessus, voilà la vérité. Ne pas faire prendre conscience que le monde est transformable, c'est ne pas donner l'espoir. Ça ne suffit pas de considérer la réalité avec des yeux de spectateurs qui ne peuvent rien faire. On peut tout faire. L'avenir est à nous, pas aux bourgeois. Mai 68, c'était ça. C'était tout l'avenir pour nous ; c'était l'imagination, la parole, les actes parlants, l'espoir qui n'était pas seulement futur lointain, mais présent en tous, partout. Recréons mai.

A la porte de Flins et de Billancourt, on l'a recréé pendant un temps. Les ouvriers sortaient de l'usine après huit heures de chaîne.

On est arrivés avec nos tambours, et nos cimales, des masques en papier coloré ; c'était la fête dans la rue, et on a crié : « Approchez, approchez, venez voir un spectacle que vous vivez tous les jours. Et pendant un quart d'heure, les ouvriers se sont pliés en quatre devant un spectacle pas si drôle que ça qu'ils vivent tous les jours ; car tous les jours, ils se font marcher dessus ; tous les jours un Dupont les achète et les revend, tous les jours, les patrons les exploitent.

Mais le théâtre leur a montré à gros traits la réalité ; ils l'ont perçue autrement qu'à travers l'oppression écrasante de tous les jours ; ils l'ont vue avec du recul. Et ça parlait, ça sortait. Ils en ont raconté, des choses !

— Oui, moi, j'y étais, quand on parlait de Dupont qui s'est fait construire sa maison gratuitement par les ouvriers portugais.

— Moi, j'ai payé 150 000 balles.

— Si vous voulez du travail, allez voir Dupont.

Ils l'ont reconnue la réalité : « Ça c'est la vérité, c'est la vérité vraie » hurlait une ouvrière. Mais pas la réalité telle qu'ils la vivent individuelle-



ment, dure et pénible ; une réalité globale qui montre le ridicule des bourgeois et l'espoir qu'il y a dans l'unité des ouvriers.

On n'a pas entendu : « le trafic, c'est dégueulasse », on a entendu : Qu'est-ce qu'on peut faire contre ce trafic dégueulasse ? »

Et le théâtre a fait boue de neige. Dans les cars les ouvriers en discutaient. Les langues se sont déliées.

Evidemment, le théâtre, ça n'est qu'un moyen, entre autres, pour que s'instantent des rapports nouveaux entre les ouvriers, entre les ouvriers et nous. Ça n'est pas encore parfait. La première fois qu'on a joué à Billancourt, c'était même plutôt raté ; les ouvriers n'ont pas compris de quoi il s'agissait. C'était juste après la mort de de Gaulle et il n'y avait pas eu de propagande préalable sur le scandale du trafic de l'embauche. On parlait trop vite, pas assez fort. Alors on a rectifié un peu et à Flins, où les ouvriers étaient au courant, où certains étaient passés entre les mains des trafiquants, les langues se sont déliées. Ça n'est cependant qu'un pas. Il y avait 1 000 ouvriers qui regardaient, 1 000 ouvriers qui trouvaient ça bien, mais ils n'ont pas pris conscience qu'ils étaient 1 000 qui étaient révoltés par ce trafic et que, justement, c'était ça qui était le plus important.



## LA PLUS BELLE FÊTE C'EST QUAND MEME



Le théâtre, c'est bien mais ça doit s'inscrire dans un ensemble plus large. Il permet de concentrer et de faire surgir des réactions. Tous les moyens sont bons pour faire prendre la parole, pour la prendre. Si on prend la parole, on demande à prendre le pouvoir. Ce qu'on dit tout haut, tout le monde le pense tout haut dans ces lieux publics qui rassemblent et unifient !

## LA REVOLUTION...

# QUI CONDAMNE



Après 2 jours de délibération politique la cour de sûreté de l'Etat a condamné Marc Hatzfeld à 3 ans de prison avec sursis.

Nous savions avant le commencement du procès que le pouvoir voulait donner de la prison ferme. Il a dû reculer car au procès a éclaté d'une manière irréfutable le scandaleux trafic de l'embauche de la région de Flins.

## Meulan TRAFIC D'ESCLAVES

Tous les gens au courant de ce trafic n'avaient rien pu faire et reconnaissaient que les militants avaient eu raison d'employer des « méthodes particulières » pour attirer l'attention sur la réalité. On ne parlait d'ailleurs plus ni du raid maoïste, ni des « blessés », ni des dégâts.

D'accusés nous étions accusateurs et ce que nous avons fait, c'est essayer de faire entrer la lutte des classes elle-même dans le tribunal, c'est-à-dire que non seulement nous avons fait venir des travailleurs immigrés, mais nous avons aussi fait venir les responsables du trafic de l'embauche, les organisateurs de ce trafic, les maîtres du gang et nous les avons accusés devant un public qui pouvait voir quelle sorte d'hommes ils étaient, dans quel camp ils étaient. Les camps ont été très nettement marqués et on a vu à plusieurs reprises des affrontements directs et violents entre les uns et les autres. Ainsi Guiriec le directeur général de Renault-Flins :

— Monsieur Guiriec, étiez-vous au courant du trafic de l'embauche ?  
— Non, non, non, je ne sais rien.

Trois heures plus tard, un autre témoin, Mme Clément, une inspectrice du travail de la région :

— Etiez-vous au courant du trafic, madame ?

— Oui, nous étions au courant. Nous avons même adressé un rapport complet sur le problème à la direction de la Régie Renault de Flins.

Le clou du spectacle, ça a été DUPONT : un petit gros, content de lui, à la face plate et pâle. Au début, il crânait mais ça n'a pas duré.

— Quelle est votre profession ?  
— Ça consiste en quoi ?

— Je passe des contrats avec des travailleurs immigrés et contre des sommes d'argent, je les « oriente » vers des entreprises, je leur remplis des papiers etc. Je leur rends service en quelque sorte.

— Ça rapporte ?  
— C'est plutôt lucratif.

Même l'avocat général Aguitton devait l'abandonner en disant qu'il était un agent d'affaires dénué de scrupules, âpre au gain et méprisable.

Le délégué C.G.T. n'eut pas beaucoup de chance, lui qui voulait isoler les gauchistes devant la justice (se fondant sur sa déclaration, Aguitton dira : « D'ailleurs, vous avez entendu, le monde ouvrier les rejette »). Il eut le malheur de précéder un délégué C.F.D.T., militant dévoué et honnête, qui dira ce que tout le monde savait à l'usine.

Ainsi progressivement se révélait l'alliance dénoncée par les militants, Alliance de trafiquants qui s'enrichissaient de façon crapuleuse, de patrons qui couvraient et profitaient indirectement du trafic, d'une C.G.T. qui par son silence se rendait complice des patrons et des

trafiquants, d'un appareil d'ETAT qui en frappant les militants et en laissant courir les Dupont, les encourage à poursuivre leur sale travail de négrier.

Pouvoir, Justice, patronat, C.G.T. main dans la main pour tenter de nous isoler. Ils furent ridiculisés par le Secours catholique, la C.I.-M.A.D.E., Kateb Yacine Saliy N'Dongo... et d'autres venus témoigner de la réalité de ce que nous avons dit et du soutien des travailleurs immigrés.

La Cour de sûreté de l'Etat s'est trouvée contrainte de nous entendre. Elle ne pouvait admettre de nous donner raison sous peine de perdre sa raison d'être. Elle se rendait compte qu'elle ne pouvait pas frapper trop durement en raison du large courant de sympathie qui s'est développé autour du procès, elle voulait tout de même préparer l'opinion publique aux lourdes peines qui vont désormais frapper des gauchistes pour tenter de les intimider.

Désormais elle condamnera tous les gauchistes qui passeront devant elle : c'est pourquoi nous ne pouvons orienter notre lutte pour la libération des emprisonnés en criant haro sur le « baudet-Marcellin-Cour de sûreté ». Ces gens sont des institutions du système. Cour d'exception certes scandaleuse par rapport au droit bourgeois bien sûr. Mais n'est-ce pas l'ensemble de ce droit, de cette justice que nous mettons en cause. Le tribunal des prud'hommes n'est-il pas aussi une forme de juridiction d'exception quand il donne régulièrement raison au Capital contre le Travail.

Nous sommes tous des politiciens, nous sommes tous des droits communs.

C'est le système hiérarchique de la répression qui augmente tous ces tarifs : tarifs plus forts pour le jeune qui a volé une mob ; tarif plus sévère de 2 ans ferme pour pouvoir frapper fort ceux qui comme à Meulan ou Hénin-Liétard se révoltent contre l'injustice du pouvoir.

Pour se défendre contre Marcelin, il n'est pas d'autres voies que de défendre le peuple contre les exactions de la bourgeoisie. Ce qui a frappé au procès de Meulan, c'est que nous avons pu faire la preuve que les gauchistes n'utilisent pas la révolte des masses mais n'en sont que le haut-parleur.

Notre action est illégale, nous avons pu montrer à tous, qu'elle était légitime. Nous avons ainsi conquis la confiance de nos frères immigrés et maintenant c'est à eux de faire les Meulan, de crier ce qu'ils ont à dire et tout ce qu'ils subissent.

### KATEB YACINE (écrivain algérien)

Quand vous avez fait votre action sur Meulan, j'ai tout de suite été enthousiasmé par ça et la plupart des Algériens et sûrement tous les Algériens qui l'ont vu, ont eu vraiment un coup au cœur. Ils ont vu qu'il y avait des Français qui avaient fait quelque chose de concret, de réel, de dangereux même, un ACTE DE LUTTE.

Il faut trouver le HO CHI MINH de la situation : parce que HO a commencé par être travailleur immigré ; il était balayeur et il balayait les trottoirs de Londres. Puis dans sa foulée, il en a profité pour balayer DEUX IMPERIALISMES.

Maintenant, il faut que les immigrés s'organisent, qu'ils forment des comités de base par nationalités, en se mettant en rapport avec toutes les organisations du mouvement ouvrier français.

### SALI N'DONGO

(Président de l'association des travailleurs sénégalais en France)  
Bien sûr, il y a des trafics de toutes sortes, sur les cartes de travail, le logement, les cartes d'identité. Et si l'on parle de clandestinité, pour moi c'est l'administration qui est clandestine : comment en effet expliquer que l'on peut trouver quelques grammes de hashish au fond d'une valise et qu'on laisse passer des centaines de milliers de travailleurs avec leurs valises.

Non, tout cela est voulu par les capitalistes qui peuvent ainsi nous mettre dans une situation illégale et mieux tenir. Alors pour moi, le problème du trafic c'est pas le vrai problème ; la vraie question, c'est plutôt le rétablissement de l'esclavage.

Pour nous il y a quelque chose de changé depuis Aubervilliers ; à l'enterrement des cinq camarades qui sont morts, j'ai rencontré les gauchistes, les maoïstes... je ne sais plus comment on les appelle, on les appelle n'importe quoi. Je dois avouer, que jusqu'à ce moment, je me méfiais d'eux. Partout, on disait qu'ils cassaient et ne pas construire, alors je voulais vraiment les éviter. Depuis j'ai eu des contacts très positifs et nous avons plus avancé depuis dans notre travail que pendant les dix années précédentes.

### LE RACOLEUR DE FLINS

Il y avait un Algérien qui travaillait avec nous. Ce gars-là était pavillonnaire. Souvent, il avait 25 000 ou 30 000 balles sur lui, toutes les semaines, il disait toujours : « J'ai gagné au tiercé ». Alors il payait le ricard. Une semaine, ça va, 300 000. Mais ça a duré pas mal de temps. A la fin, on lui a dit : « C'est pas possible, ça, tu peux pas nous filer des tuyaux ». Après il a pris son compte, il en avait marre. Il avait so-disant trouvé une place de poids lourd. Mais on a appris que ce mec-là faisait partie de la bande, il faisait le rabatteur avec sa camionnette. Quand il était à l'usine, il demandait toujours des bons de sortie ; c'est qu'il avait à faire, dehors. C'est comme ça que le syndicat a été au courant. Mais ils n'en ont pas parlé beaucoup au syndicat. On n'en a plus reparlé pendant un an, jusqu'à maintenant.



Je suis inculpé de dégradation de monument public.  
Nous vous accusons de la dégradation quotidienne de la santé et de la vie des travailleurs immigrés.  
Je suis inculpé de violation de domicile.  
Nous vous accusons du viol de Djamila Bou-pacha et du vol quotidien du travail des étrangers.  
Je suis inculpé de coups et blessures volontaires avec préméditation.  
Nous vous accusons de tous les coups et de toutes les blessures préméditées que vous commettez tous les jours sur les immigrés dans les commissariats, les usines, les foyers, les prisons.  
Je suis inculpé de violence volontaire avec préméditation.  
Nous vous accusons de la formidable violence quotidienne et volontaire que contient la traite des nègres.  
Et nous vous accusons de l'assassinat par le feu d'un enfant de 8 mois dans le bidonville de St-Denis le 24 octobre dernier et de l'assassinat d'un travailleur immigré brûlé vif aux usines Simca de Poissy le 26 octobre dernier, et encore de 100 autres assassinats qui sont perpétrés dans le silence mais que nous n'oublierions jamais.  
Lorsque vous nous parlez d'une autorité illégale, vous comprendrez que cette légalité qui frappe ceux qui dénoncent le trafic de l'embauche et qui protège ceux qui le pratiquent, cette légalité là, la vôtre, elle est totalement étrangère à notre peuple au nom duquel vous prétendez parler.

## BRIGITTE GROS SALOPE !

Brigitte Gros, Salope !  
Mme Brigitte Gros, Maire de Meulan, sœur de notre J.J. S.S., radicale, manifeste contre le scandale des scandales. Mais pas celui qui se passe dans sa mairie sous son appartement. Trafic de l'embauche, connais pas. Mais il y a l'affaire, il y a le procès, elle voudrait bien sortir vierge et pure de cette affaire. Elle obtient du procureur général, avec beaucoup de facilité, une visite au parloir ouvert, c'est-à-dire non surveillé, avec l'accusé principal — Marc — et lui propose tout bonnement de l'acheter : « On a besoin de jeunes intelligents et généreux comme vous. Présentez-vous aux municipales, je vous obtiendrais une Mairie... »  
Salope !... Dégage...



### COMMUNIQUE

Un collectif « immigrés » a réalisé un film à propos du procès de Meulan, des actions qui l'ont précédé et entouré. Il sera disponible dans une semaine. Les camarades peuvent écrire au journal pour se le procurer. Les copains qui l'ont fait sont prêts à l'accompagner en province pour le présenter. La rapidité EXCEPTIONNELLE de fabrication sera peine perdue si comme bien d'autres films politiques il reste dans ses boîtes. Il a été réalisé d'une manière assez large pour pouvoir être projeté dans les Ciné-clubs, foyers, facs, etc.

Il dure 30 minutes ce qui permet une discussion large sur le problème des immigrés. Il est en 16 mn noir et blanc.

Les travailleurs immigrés en France, c'est l'exploitation coloniale présente dans nos rues et dans nos usines. Cette présence est celle d'une oppression, c'est aussi celle d'une lutte. La classe ouvrière immigrée, c'est la lutte des peuples au Tiers-Monde présente dans le cœur même des grandes cités industrielles. C'est la Palestine à Barbès. C'est Harlem partout.

m. h.

IVRY : ON PARQUE A NOUVEAU LE BETAIL  
8 décembre au matin : les filles en treillis entourent le célèbre foyer d'IVRY.  
On déménage les camarades africains prévenus LA VEILLE, pour des foyers (THIAIS et autres) situés beaucoup plus loin de leurs lieux de travail.  
La municipalité P. C. F continue !

# AMNE QUI ?



Le mercredi 4 février 1970 : à Fouquières-les-Lens : Un ventilateur en réparation. Une telle opération doit se faire les jours de repos ou le dimanche ; entre les postes on n'arrête le ventilateur que pendant un quart d'heure et jamais pendant que les ouvriers travaillent. La réparation est bien commencée à l'entre-deux postes, mais elle n'était pas terminée quand l'équipe du matin a dévalé, car pour les Houillères, on ne peut pas perdre un instant. De plus, on signalait une forte accumulation de grisou depuis plusieurs jours, et pendant l'arrêt du ventilateur, le grisou pouvait s'accumuler. Alors le coup de grisou a pu arriver, à la moindre étincelle, ou par la mise en route trop brutale du ventilateur... 16 morts.

Le 17 février, au bureau de reconversion des Houillères à Hénin-Liétard, les vitres de la façade arrière volent en éclat, trois cocktails Molotov exposent et enflamment le bureau du rez-de-chaussée.

Le 14 décembre, 10 maoïstes sont accusés devant la Cour de Sûreté de l'Etat, d'avoir participé à cette action. Certains sont depuis plus de six mois en prison, mais ce procès n'est pas le leur, il est celui des Houillères et de leur entreprise d'assassinat légal de dizaines de milliers de mineurs.

La veille, au cœur même de la région minière du Nord, va se tenir un grand meeting — procès populaire ; de nombreux témoins mineurs, médecins, ingénieurs... vont dresser l'acte d'accusation minutieusement préparé par de longues semaines d'enquête.

## Fouquières ASSASSINAT LEGAL

## un crime avec préméditation

Extraits du rapport d'enquête, réalisée par une équipe de médecins du Secours Rouge, dans la région des mines du Nord.

La silicose est une maladie incurable, due aux particules de poussière de charbon et de pierre qui se fixent sur les poumons.

C'est une maladie grave qui évolue même après l'arrêt de l'exposition au risque et qui entraîne des complications graves telles que la tuberculose, l'insuffisance cardiaque, le pneumothorax et la mort.

Elle est toujours d'origine professionnelle. Elle représente pour les mineurs un drame quotidien. Beaucoup d'entre eux, dès la trentaine, seront infirmes, essouffés au moindre effort, confinés dans leur maison. Elle conduit à la mort dans des souffrances affreuses. Cette maladie est tellement invalidante qu'elle pousse certains mineurs au suicide.

La peur de la silicose les fait vivre dans une perpétuelle angoisse, angoisse de la maladie, de la mort, angoisse du licenciement déguisé « pour cause de silicose ».

MAIS CE N'EST PAS LE CHARBON QUI EST SEUL EN CAUSE. LE VRAI RESPONSABLE, C'EST LE CAPITAL ET SA LOI DU PROFIT, INCOMPATIBLE AVEC UNE VÉRITABLE PRÉVENTION DE LA MALADIE.

Le risque toxique est d'autant plus grand que la concentration en poussières est plus importante (Revue du Praticien — 1967, 11 mai), ce qu'attestent toutes les données scientifiques actuelles. Or la législation n'en parle pas. Pourquoi ?

Parce que cette concentration en poussières dépend étroitement des cadences de production : plus on veut gagner d'argent, plus on va vite, plus on fait de poussières. Ce qui explique que le nombre de silicosés est sans cesse croissant alors que le nombre de mineurs diminue :

Que prévoit la loi ? : du point de vue prévention, elle institue des visites de dépistage systématique faites par les Houillères : une visite de 6 minutes et une radiographie annuelle des poumons. Or, il est admis par tous les grands pneumologues que cela est grandement insuffisant et partout aujourd'hui, les méthodes modernes tels la spirométrie, les gaz du sang sont utilisés, partout... sauf dans les mines.

Le mineur est systématiquement accusé de simulation alors que ce sont les médecins des Houillères qui font semblant de ne rien voir !

« Je suis essouffé au bout de 10 minutes de travail » dira le mineur.

« Mais vous avez une radio normale, répondra le médecin, allez au travail ».

En fait, il n'aura rien dépisté. Il attend des lésions radiologiques importantes, c'est-à-dire que ce malade soit déjà gravement atteint.

LE CRIME COMMIS SE FAIT AVEC PRÉMÉDITATION.

La prévention impose également le port d'un masque protecteur. Mais ce n'est que pure hypocrisie car tout le monde s'accorde à dire que ce masque est insupportable, inadapté. La chaleur au fond atteint parfois 50 à 60°. L'effort à fournir est souvent très dur pour maintenir les cadences et souvent, le mineur est déjà silicosé. Dans ces conditions, la gêne respiratoire que le port du masque entraîne devient une véritable torture et rares sont ceux qui le portent. (A la fosse 6 d'Alvécourt, sur 170 mineurs, 2 à 3 le portent).

Quant à l'autre mesure prévue, le mouillage, il est rarement appli-

qué parce qu'il ralentit les cadences... sauf les jours de visites officielles où tout est légal !

D'ailleurs, le patronat, ses médecins, ses législateurs se moquent de tout ça puisque TOUS LES MINEURS, A PLUS OU MOINS LONGUE ECHEANCE, DEVIENNENT SILICOSÉS.

Là, le crime devient presque parfait.

Car tout va consister à ne pas reconnaître cette silicose ou à la minimiser le plus possible.

Les médecins des Houillères, on le comprend, c'est leur fonction : faire dépenser le moins d'argent possible aux Houillères ; et si par hasard, ils ne jouent pas le jeu, ils sont vite mis à la porte.

Si le mineur est malade, on lui dit que ce n'est pas la silicose, que c'est de l'allergie, de la bronchite ou même que c'est le foie... et que même, toutes ces maladies, ils les auraient eu avant la mine.

Si on lui reconnaît la silicose, tout sera mis en œuvre pour lui accorder le taux le plus bas possible.

NON SEULEMENT ON TUE LE MINEUR MAIS ENCORE IL FAUT QU'ON LUI VOLE DE L'ARGENT QU'ON LUI DOIT.

Quels recours a le mineur ? Soit une consultation privée auprès d'un médecin qui plaidera sa cause moyennant finance, l'ensemble des examens revenant à plus de 250 F. Soit et plus rarement, le médecin de caisse prendra son parti. Et dans ces cas, IL OBTIENDRA TOUJOURS UN TAUX SUPÉRIEUR A CELUI ACCORDE PAR LES HOUILLÈRES.

Les mineurs ne sont pas toujours au courant de ces possibilités et les Houillères profitent de leur ignorance. Ignorance qu'elles entretiennent en cachant ce qu'est la silicose, laissant place au mythe de la fatalité.

Cela revient moins cher de payer une pension de 50 à 100 % pendant quelques mois ou quelques jours que de payer une pension de 15 à 20 % pendant des années.

Un autre moyen de pression, c'est la menace du déclassement d'un mineur silicosé qui doit remonter au jour avec une baisse de salaire de plus de 25 % dans la plupart des cas : nous avons le seul métier où plus on vieillit, plus on est déqualifié, moins on gagne.

Le cynisme des Houillères ne s'arrête pas là : après avoir eu la peau du mineur mort de silicose, elles obligent la veuve à des démarches sans nombre pour obtenir une autopsie si celui-ci n'était pas reconnu. Et sa présence est obligatoire... Là, encore, les Houillères marchandent le taux : la veuve n'en touchera que la moitié et encore à partir de 50 ans (?) sinon elle n'aura rien.

Voilà quelques points sur la médecine des Houillères. C'est un acte d'accusation d'autant plus accablant que TOUS LES MÉDECINS PEUVENT AFFIRMER QU'UN MINEUR SOUSTRAIT A TEMPS DE L'EXPOSITION, N'AURA PAS LA SILICOSE.

LA SILICOSE N'EST PAS CAUSÉE PAR L'EXPLOITATION DU CHARBON, MAIS PAR L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

Rappelons que la médecine des Houillères ne s'occupe pas seulement de la silicose mais aussi des accidents du travail. Là, on retrouve les mêmes méthodes, le même objectif : le profit.



### “Le fond, allez-y voir”

« Pour savoir ce que c'est la mine, faut y aller... En bas c'est un vrai village ; y en a qui font deux kilomètres pour aller travailler, d'autres travaillent tout près... De partout ça craque, le terrain bouge ; c'est que maintenant on ne remblaye plus au fond, et alors même en surface, les maisons bougent ; à ..., le centre médical a six mois et il est déjà tout lézardé ; et tu n'as qu'à voir l'autoroute Paris-Lille à la traversée du bassin minier. »

« Dans les tailles, c'est surtout les Marocains qu'il y a ; c'est des hommes comme les autres ; eh bien ! ils travaillent en slip dans l'berdouille. Ce sont les injections d'eau qui font ça. Ils travaillent à genoux et même le cul dans l'eau. Moi je les ai vus à pat ventre, mais vraiment à plat ventre, hein ! »

Alors ils sont trempés jusqu'aux os et ils font briquet comme ça sur place, tout dégoulinasse. On peut pas faire autrement. Et puis à travailler toujours à genoux on attrape les ménisques ; beaucoup de mineurs se font opérer du genou et portent des genouillères. Ce n'est pas tout ça, mais avec tes bottes de caoutchouc et toute l'eau qu'il y a, tu attrapes aussi de l'eczéma, des maladies de la peau. »

Comment ça se fait, qu'à 38 ans, je suis là, que je m'étouffe ? Je sens la silicose, j'ai des points dans le dos, j'ai mal. Je vais respirer, monter dans un montage et je m'étouffe. Ou'est-ce que c'est qu'on est : des malheureux ! Je prends quatre petites tartines au fond, j'en ramène deux. Ma femme, elle me dit : « Ou'est-ce que tu veux manger ? J'ai pas faim, j'ai mangé... j'ai mangé 75 % de poussière. »

Un silicosé, quand il tousse, il a l'impression qu'il va s'arracher. C'est parce que le poumon est plus raide, il ne fait pas accordéon, il n'est pas souple comme de la mousse, ça ne revient pas. C'est de la pierre, c'est sec ; alors ça frotte sur les parties molles, et c'est ce qu'il fait mal. Et on n'y peut rien, on ne peut l'enlever.

Alors, mon gars, t'es pas blessé, pose malade, ou prends sur tes congés, comme ça, ça fait un accident de moins à déclarer, j'aurai ma prime, et toi, t'auras ton tournevis...

## 16 morts... la fatalité ?

### BIDONVILLE DE MASSY

A Masy il y a un bidonville de Portugais, une mairie « socialiste », un dénommé Jullien, une certaine banque portugaise et une menace constante sur ceux qui osent dénoncer sur place la politique de la mairie de Masy vis-à-vis des travailleurs immigrés.

Le dénommé Jullien était un fonctionnaire de la mairie, du bureau de main-d'œuvre ; il gardait des bons rapports avec le Commissariat et il avait quelques Portugais complices. C'était un citoyen comme Dupont de Meulan. Pour s'installer au bidonville portugais il fallait payer sous la table jusqu'à 200 F actuels à Jullien. Il faisait payer les quittances d'eau plus de 10 000 F actuels par trimestre et pour l'ensemble du bidonville mais n'en versait jamais que 4 500 à la mairie.

La lutte des Portugais a fait reculer le scandale et Jullien a dû démissionner. Mais un autre « conseiller des travailleurs immigrés » prend sa place, M. Foin et son adjoint Manicou. A nouveaux ils se font les « petits rois » du bidonville, représentants de la mairie de « gauche » de Masy.

Ces messieurs font régner leurs lois, leurs lois enfin, leurs désirs arbitraires. Aujourd'hui, les hommes de « gauche » de la mairie de Masy se préparent aux municipales et pour cela, la résorption du bidonville sera leur « cadeau » aux électeurs de Masy. Ainsi, ils envoient loin les immigrés car le seul de 10 % d'étrangers est dépassé et avec les immigrés ils ne gagnent rien, surtout pas de votes.

Pour ceux qui n'acceptent pas les HLM proposés (à Bure-sur-Yvette), Manicou les menace : « Tu ne veux pas ? Eh bien ! pour la prochaine fois ce sera encore plus loin. »

Chaque jour, le mineur frôle à tout instant l'atroce brûlure du coup de grisou, l'écrasement dans l'éboulement, le choc mortel d'une berline qui déraile, la chute dans le vide... Et puis, ce sont tous les accidents journaliers : le désonglage fréquent, les clous, que l'on s'enfonce dans les mains, les membres cassés, les plaies qui s'infectent, les ravages internes causés par des coups reçus au fond : rate éclatée, estomac, reins à jamais atteints, pour toujours déficients et douloureux, pleine déchirée...

Quand un mineur est blessé, il va voir le médecin. Et on a le dialogue courant :

Le mineur : « Je voudrais poser blessé ; regardez, ça me fait très mal, je ne peux pas me servir de cette main. »

### Les accidents on s'y habitue ; quand on est à la fosse, c'est un peu comme si on est déjà en terre.

AFFICHONS CETTE PAGE

# QUI RÊVE LA RÉVOLUTION QUI VEUT QUOI ?

« Qu'est-ce qu'on veut ? » A ceux qui protestent, on pose souvent cette question. Et on n'a pas tort : il ne suffit pas de dresser des listes interminables de misères, d'injustices, d'exploitations : les cadences, l'ennui, la recherche du logement, la vie chère, les injustices, la répression, etc... Pour que cela change, il faut proposer autre chose. C'est « autre chose », nous allons l'imaginer tous ensemble. Des camarades venant d'horizons politiques et sociaux très divers se sont réunis à plusieurs reprises. Le projet « qu'est-ce qu'on veut ? » est lancé.

Une France où nous aimerions vivre. Le projet consiste à publier en livres de poche à moins de 5 F diffusés largement dans toutes les librairies un ensemble de témoignages sur la question suivante :

« Imaginons une France révolutionnaire dans 10, 15 ans. Le pouvoir capitaliste est tombé. Le peuple est au pouvoir. Dans les limites du plausible, comment aimeriez-vous vivre ? Imaginons des scènes de notre vie quotidienne, ou autre chose, telles que nous souhaiterions les vivre. Décrivons cela avec des petits récits-fictions de 1 à 10 pages, au brouillon avec des dessins, des poèmes, des projets d'affiche ».

Tout le monde doit s'exprimer ! Ce livre ne doit pas être le seul reflet de l'imaginaire des professionnels de l'écriture. Certains n'auront pas de difficultés à écrire des fictions avec des personnages réels ou imaginaires comme on en voit dans les romans. D'autres caleront, dont pourtant les idées sont précieuses. Aussi beaucoup de textes peuvent être rédigés sous forme d'interviews, après discussions, ou de récits reprenant des idées discutées collectivement et rédigées ensemble. Tout le monde doit s'exprimer : ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans, étudiants...

Dans les limites du possible. D'un commun accord, nous avons tous rejeté la fiction délirante, style « on ne travaillerait plus du tout ». Nous mettons ce que nous souhaitons en restant dans les limites supérieures du possible. Rassurons-nous : elles sont fantastiquement plus larges que le système ne voudrait nous le faire croire. Il est quand même temps de réfléchir sur le formidable potentiel de réalisations qu'offre un pays riche en technologie, en production industrielle et agricole. Imaginons les conséquences par exemple de la disposition de la propriété privée, du patronat, de la loi du profit capitaliste.

Un ouvrage collectif L'équipe qui s'est constituée à Paris ne prétend pas s'instituer en académiciens de la politique-fiction. Son rôle se limite à des tâches pratiques de coordination : recevoir les avis, envoyer des camarades en province, là où la réponse ne vient pas d'elle-même. Les textes reçus sont relus et envoyés aux participants, afin que ceux-ci puissent critiquer, corriger leurs propres textes, en écrire d'autres. Les frais seront épongés par les profits de la publication.

Quant au reste des bénéficiaires, l'association loi de 1901 constituée autour du projet les utilisera pour publier d'autres textes, des dessins, des affiches, des photos sur le même thème toujours à des prix populaires.

Participons tous à ce livre en écrivant, en demandant des textes aussi, en enregistrant des discussions. Nous sommes conscients des difficultés pratiques mais nous espérons qu'une telle œuvre collective peut contribuer à nous sortir des ornières quotidiennes, à faciliter l'élaboration de perspectives politiques sans lesquelles il ne peut y avoir de grande volonté de changement chez nous. Envoyez textes ou toutes réflexions à Jacques Bonhomme - 14, rue des Petits Hôtels, 75-Paris (10).

## NOS PREMIERS TEXTES

Voici des textes écrits par des jeunes d'une école technique. Ils montrent que dès qu'on propose ce thème : imaginez la vie après la révolution, les barrières d'expression peuvent se fissurer.

Ces textes ne sont pas des exemples mais juste des témoignages sur ce qu'il est possible de faire.

**Claudette, 15 ans et demi.** Petit à petit, le peuple s'amassa dans les rues, la révolution éclata, la société changea. Tout fut bouleversé. Nous sommes en 1980.

Je vis librement ; la famille se transforme en amis, c'est-à-dire que je ne les considère plus en parents mais en amis...

Il n'y a plus de classes sociales. Il ne reste plus que quelques écoles pour ceux qui préfèrent s'instruire par des résumés à apprendre ou des pages entières à savoir par cœur.

Les autres, nous, eux, moi, nous continuons notre culture à travers nos opinions, à travers les autres...

Je me souviens que l'autre jour une voisine m'avait rencontré et dit : — Qu'est-ce que vous pouvez bien faire là-dedans, rien que des jeunes, ça doit être beau !!!

Il faut dire que cette femme vit encore comme en 1970, avec les lois et la stupidité de penser et de croire qu'un groupe de jeunes vivant ensemble ne pouvait faire rien que des bêtises...

Sur ce, je lui ai répondu : — Madame, nous sommes en 1980.

Vous allez me dire que vous êtes plus âgée que nous et que vous avez donc plus d'expérience que nous, mais que nous importe vos dires, nous n'en tiendrons pas compte !

Cette femme est repartie indignée. **Annick, 16 ans et demi.**

A présent, je comprends le mot vivre, et c'est seulement maintenant que je commence à vivre. ...Rester plusieurs jours sans manger, oh ! là... Si j'avais dit ça il y a dix ans, quelle catastrophe ! et allez, on vous envoie chez le docteur. Ou est-

ce qu'elle a ? mais qu'est-ce qu'elle a ? et ben il y a simplement que je n'ai pas faim, c'est tout. Y a pas de quoi en faire un plat ! Ils en devenaient dingues avec leurs habitudes de manger, de dormir à telle heure. A quoi ça sert d'aller se coucher si on n'a pas sommeil. La vie était vraiment une roue qui tournait régulièrement, et si jamais on perdait le rythme, c'était la catastrophe. Et ils croyaient vivre. Eh bien non, pas d'accord ! C'est maintenant que je vis.

**Marie-France, 16 ans et demi.**

Nous sommes en 1980. J'ai toujours 20 ans. Tous les hommes sont à égalité et vivent comme ils le désirent, pas de richesse ni de pauvreté. Nous sommes LIBRES. Je meurs et je renaiss comme et quand je le veux... Il n'y a plus de parents, ni d'enfants : donc plus de préjugés...

Une personne m'agace. Hop ! je la fais disparaître. Il pleut et j'ai envie de soleil, à peine y a-t-il pensé qu'il apparaît... Je n'ai pas d'appartement, juste un lit qui s'agrandit et se rétrécit à volonté. Lorsque je l'agrandis, il fait 20 mètres de hauteur, j'y monte en ascenseur (pliable aussi) et si je tombe je ne me fais pas mal car un tremplin m'attend en bas pour me faire remonter aussitôt. Les gens ne parlent plus une langue, ils n'émettent que de vagues sons (Boff ! Glup ! Zou ! Dac ! Hop ! etc) ...je vis au milieu de fleurs, d'animaux, de verdure, tout est nature et le reste. Je me lève, il y a plus d'heures, plus de jours, plus de dates.

Je descends de mon lit par mon toboggan qui aboutit à mon bolide, dans lequel il règne une atmosphère magnétique (diffusion de musique pop), je ne sais pas encore ce que je vais faire (peut-être un petit tour du monde). Je vis au jour le jour...

## à VOUS...



# Peugeot-Montbéliard

LE PAYS DE MONTBELIARD : TOUT CE QUI ENTOURE L'USINE PEUGEOT A SOCHAUX. UNE PETITE VILLE DE PROVINCE FERMÉE SUR ELLE-MÊME AVEC L'USINE COMME UNE ENORME VERRUE ET DES LOGEMENTS QUI N'ONT RIEN A VOIR AVEC UNE VILLE. PEUGEOT DOMINE — ECRASE — TOUT, H.L.M. QUI LUI APPARTIENNENT FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS CELIBATAIRES (GÉRÉS PAR L'A.T.L.M. (1)).

## SI VOUS N'AVEZ JAMAIS VU DE « FOYER »

1050 travailleurs dans les trois foyers de Valentigney, le Grand Charmont, Béthencourt. L'A.T.L.M. gère aussi les restaurants. En dépit des astuces financières (Peugeot n'est officiellement propriétaire de l'A.T.L.M.).

De toute façon, on bouffe Peugeot (Magasins Ravi) on loge Peugeot, on roule Peugeot même à vélo et Peugeot vous offre encore de quoi bricoler et toutes sortes de loisirs bénévoles.

Dans un foyer de l'A.T.L.M., les visites (contrôlées) se terminent à 22 h. Tarif modéré ? Faisons le détail :

Pension plus 25 repas obligatoires	à 7,20 F	=	360 F
35 repas supplémentaires	à 3,80 F		
30 petits déjeuners	à 1,10 F		
30 casse-croûtes (pour doubleurs)	à 1,50 F		
60 boissons	à 0,80 F		
60 cafés	à 0,50 F		
<b>Au total = 634 F.</b>			

sur une paye d'O.S., 1100, 1200 F : 80 % des J.T. du foyer ou sur une paye de postier, ou gazier, etc. 800 - 900 F.

Et comme on mange mal depuis longtemps, c'est là que ça craque.

La direction marchande : ça pourrait s'arranger en augmentant les prix (bien sûr), en licenciant des

## Des foyers sans chaleur, ça pouvait pas durer !

femmes de ménage, et elle passe la pommade avec 15 grammes de beurre en supplément au casse-croûte !

## BOYCOTT !

Alors une assemblée générale décide qu'on boycottera les trois restaurants et effectivement, plus personne n'y mange ! Là commente la grande partie triangulaire en-

tre la direction, les associations et syndicats de toutes sortes et les ouvriers. Ça commence par le lock-out du restaurant, le 22. Réponse : assemblées générales et propagande intense vers l'extérieur. Puis augmentation des pensions et expulsion de huit jeunes le 24. Cette fois il y aura une manif en ville.

Cinquante le matin à la préfecture, 500 le soir.

« NOUS SOMMES TOUS DES EXPULSÉS. »

« NON A LA NOUVELLE SOCIÉTÉ. »

« LES JEUNES EN ONT MARRE. »

Les organisations se bousculent au portillon pour parrainer la manif.

— Pensions et repas moins chers.

— Liberté d'expression et de réunion dans les foyers.

C'est quand même pas compliqué !

Mais on n'acceptera de discuter qu'à condition que les huit expulsés soient réintégrés et que les comités de grève soient reconnus comme seuls interlocuteurs valables.

— Toujours rien le 28 : nouvelle manif 500 à 600 manifestants.

— En même temps qu'on bloque le restaurant, les gars font le repas dans le hall !

— Le 1<sup>er</sup> décembre, les restaurants rouvrent, mais les expulsions restent maintenues.

— Le 2, envahissement du bureau du directeur qui avait fait piquer tout le matériel resté dans le hall. Il appelle les flics.

Dans la nuit on va à 200 réveiller le directeur chez lui. Le voilà qui pleurniche et dit qu'il ne fait que son boulot technique, etc.

— Après, il faut aller plus loin, il faut se décider, décider la masse des résidents ! C'est là que le soutien bidon du P.C. et des syndicats se transforme en blocage total.

Fera-t-on la grève aussi contre eux ? Aux dernières nouvelles, la grève CONTINUE !

(1) Association pour le Logement des Travailleurs de Montbéliard et non comme invente le Monde « Association pour le Logement à Tarif Modéré » (ce qui est un contresens).

# ACTUALITÉS PARISIENNES

Trois manifestations de solidarité internationale à Paris, ce mois-ci. Le Vietnam, après les bombardements, un République-Bastille, conduit par le P.C.F., avec une présence des révolutionnaires, ridicules, n'apparaissant en rien comme une force autonome.

La solidarité avec les révolutionnaires et le peuple basque. Une manifestation du Secours Rouge. Beaucoup de monde, un rassemblement place des Ternes puis un cortège jusqu'à Saint-Martin. Le tout autorisé, on a défilé avec les « spéciaux » à nos côtés. Ça surprenait beaucoup de militants et... beaucoup de flics.

Sur la base de ces succès, au niveau de la mobilisation, vite fait révisés et consorts, en convoque une deux jours après. Le Secours Rouge y appelle aussi, beaucoup de monde dans l'ensemble, le peuple français n'oublie pas l'Espagne, beaucoup de gens rassemblés avec le Secours Rouge, les révisés de service, petits

roquets, criant sur son passage, « Tilton, renégat ! » et « Pour les Basques avec nous ! ». Pauvres petits épiers, ils pensent moins au peuple basque qu'à leur boutique, ils ne font que leur devoir, sans plus. Ce jour-là, l'autonomie et la force de la présence révolutionnaires étaient réelles.

Mais à plus long terme, en menant une campagne sur la liberté d'expression avec le Secours Rouge, c'est la reprise de la parole du peuple dans la rue qui nous importe.

Nous devons prendre garde aux pièges politiques. Le pouvoir doit faire attention, les municipales approchent, il ne faut pas qu'il puisse se créer « d'alibis » démocratiques. C'est-à-dire permettre que la parole dans la rue soit le résultat d'une « bonne volonté » de Marcellin ou de sa conjonction d'intérêt avec la gauche parlementaire et quelquefois avec... le gauchisme légal.

Bien entendu ce n'est pas le caractère « casseur » qui permet à la gau-

che révolutionnaire de briser ses alibis, mais l'expression concrète du rapport de force entre les masses et le pouvoir, qu'il soit violent ou non. Pousser ce rapport de force jusqu'au point maximum que la grande majorité est prête à assumer telle est notre règle.

Le Secours Rouge est certainement un outil important pour cette lutte. Il acquit une certaine audience, aidant à ce qu'il dépasse le lieu de confrontation feutrée et distinguée entre groupuscules, ce qui arrive parfois. Pour cela pas de miracle en intervenant sur les préoccupations les plus proches des gens, en ne se contentant pas de soutenir nos petits copains, mais tous ceux qui subissent la répression bourgeoise de la vie.

Le Secours Rouge a un local et un téléphone, et il a aussi un C.C.P., pensons-y.

Secours Rouge : 71, rue Louis-Blanc, Paris-10<sup>e</sup>.

# IFOPE

Les Français aiment-ils les flics ? Jean Daniel et « Le Nouvel Observateur » du 9 novembre croient pouvoir répondre : « Hélas, oui », la preuve : un sondage de l'I.F.O.P. Un journal « de gauche » qui se veut dans le coup et qui cautionne l'I.F.O.P., Institut Français de Manipulation Publique et autres sondeurs d'âmes et de consciences, y'a de quoi se scandaliser, surtout quand on est enquêteur pour ledit institut et quand on connaît ses méthodes. Ces camarades foncent au « Nouvel Observateur » pour leur dire : « Vous rigolez les mecs, c'est pas sérieux, vous pouvez pas laisser passer un machin comme ça... vous savez bien comment se fabriquent les sondages... » On les reçoit mal, en les foutant à la porte !

Alors leurs explications les voilà, on les passe... On espère quand même qu'au « Nouvel Observateur » on rectifiera.

Sondage effectué par l'I.F.O.P. à la demande du « Nouvel Observateur » :

— A l'heure actuelle diriez-vous que la police est, dans l'ensemble, trop sévère, pas assez sévère ou juste ce qu'il faut :

Trop sévère	9 %
Pas assez sévère	44 %
Juste ce qu'il faut	15 %
Ne se prononce pas	15 %

— Et à l'égard des membres des organisations gauchistes ?

Trop sévère	12 %
Pas assez sévère	33 %
Juste ce qu'il faut	18 %
Ne se prononce pas	37 %

rain » savent bien, si l'on ajoute les portes qui se claquent devant l'enquêteur, les gens qui ont peur d'une agression ou d'un viol, les gens qui déclarent n'avoir pas le temps, que ça ne les intéresse pas, qu'ils sont hostiles aux enquêtes, etc, seuls acceptent de répondre une proportion de personnes contactées variant selon les cas (selon l'enquêteur ou selon le quartier) de 50 % à 90 %. Comme ce phénomène est trop camouflé, on ne peut jamais faire l'étude qui montrerait que la population qui ne répond à aucune enquête est très différente de celle qui répond aux enquêtes (à plus forte raison, dans le domaine politique).

3. La formulation de questions oriente la réponse. Parler de la sévérité de la police suppose qu'on reconnaît comme acquis l'autorité de la police. Qu'on pense à la même question posée à propos d'un père de famille, d'un instituteur, ou d'un juge. Ils peuvent être plus ou moins sévères ou indulgents, sans que cela ne remette en cause leur statut de force répressive, de chef de famille, de « maître » d'école, d'autorité judiciaire. La question laisse entendre qu'il est normal que la police soit sévère : « Juste ce qu'il faut. » Supposons qu'on ait demandé si la police était trop brutale, le mot brutal indique qu'il y a un arbitraire et les réponses reçues auraient été défavorables à la police !

Et puis la première question est vague : de quelle police parle-t-on (routière, judiciaire, administrative ?), et contre qui est-elle sévère ? La deuxième question, elle, laisse entendre que seuls les membres des organisations gauchistes sont victimes de la police (on oublie les embarquements et les matraquages de jeunes). D'autre part, qui sait ce que sont les organisations gauchistes ? Si l'on veut être précis, pourquoi alors

ne pas poser directement une question sur le procès Geismar, ou sur tout autre occasion précise ? — à l'égard des travailleurs émigrés ? — à l'égard des responsables de dancing ? — à l'égard des spéculateurs. — à l'égard des automobilistes ? — à l'égard des jeunes ?...

4. L'échantillon élimine les jeunes de moins de 20 ans, ceux qui sont précisément le plus directement concernés par la répression policière.

5. La composition socio-professionnelle :

Là encore, il faut savoir à quelles difficultés se heurtent les enquêteurs quand ils procèdent à l'enquête « sur le terrain ». Travaillant dans la journée ils ont, évidemment, intérêt à éviter la concentration de leur travail sur le soir, les dimanches et les jours fériés, donc on interroge les gens qui sont chez eux, qui ont le temps ; résultat : toujours plus de femmes que d'hommes, et une proportion excessive d'inactifs. Beaucoup de femmes de ménage, de concierges, etc., représentant des ouvriers qui sont leurs maris, car ce qui est comptabilisé, c'est la profession du chef de famille. Les instituts de sondage essaient d'ailleurs de l'empêcher en disant : n'interviewez pas la concierge. Mais l'enquêteur a pourtant la facilité de déclarer : j'ai interviewé le mari ouvrier, tandis qu'il interroge en fait la femme concierge, en se mettant d'accord avec elle puisque ça arrange tout le monde.

6. L'enquêteur qui « bidonne » en tout ou en partie a tendance, pour ne pas trop se faire remarquer, à choisir soit une réponse conformiste, soit le « ne sait pas ». Ça passe mieux.

7. On a beau, dans certaines enquêtes, garantir l'anonymat, les gens ont très peu confiance, puisqu'on vient les trouver chez eux, à leur

adresse. Quand on sait que beaucoup ne parviennent pas à éliminer la crainte que l'enquêteur ait pour but de repérer l'endroit où le ménage cache ses économies, comment n'y aurait-il pas de doute sur cet anonymat ? Ce doute n'est-il pas particulièrement un réflexe de prudence quand les questions portent sur la police ? Après tout, ne voit-on pas couramment des commerçants, gens réputés pourtant assez avertis, refuser de répondre aux enquêtes, ou faire preuve d'une vigilance très grande, de peur que leur déclaration ne parvienne à l'administration fiscale et ne serve à les coincer.

8. Beaucoup de gens qui répondent cherchent à faire plaisir à l'enquêteur. Ils supposent avec perspicacité que faire plaisir à l'I.F.O.P., c'est donner une réponse conformiste.

Une autre catégorie de gens qui répondent pensent que leur déclaration peut servir à quelque chose : ils ont confiance dans le sondage comme moyen d'expression, donc, dans le fond, ce sont déjà des conformistes.

9. Il est connu que les sondages électoraux sous-estiment toujours les préférences politiques de gauche (surtout les préférences communistes). Aussi les instituts de sondage redressent toujours les résultats bruts qu'ils obtiennent. Le redressement est impossible quand on cherche aussi à savoir les opinions des sympathisants en question sur d'autres problèmes que le vote.

10. Il n'y a pas de précision sur ceux qui « ne se prononcent pas ». Est-ce de la prudence, de l'ignorance ou bien un refus de la question ?

11. Il y a des différences sensibles entre les grandes villes et les communes rurales ou petites villes : ne sait-on pas qu'on peut poser la question pratique de la plus grande

liberté de réponse qui existe, de fait, dans les grandes villes par rapport aux petites villes ou à la campagne ? N'est-il pas normal que les risques courus rendent les gens plus prudents dans leurs déclarations dans le deuxième cas ?

12. Le sondage a l'ambition de faire un portrait robot de l'étudiant gauchiste pour montrer qu'il est le seul à critiquer la police. Mais pour cela il faudrait comparer les opinions des jeunes « cultivés » et celles des jeunes « non-cultivés » (il n'est pas sûr que les chiffres permettent de faire des comparaisons significatives). Cela nécessiterait des croisements mécanographiques un peu trop compliqués pour une opération de matraquage public aussi grossière que celle-là. Et la conclusion selon laquelle les jeunes Parisiens cultivés et de gauche critiqueraient la sévérité de la police plus que les autres est affirmée sans avoir été prouvée, par les croisements nécessaires des quatre variables. Et si même le chargé d'études avait fait son travail dans les règles du métier, la conclusion formulée permettrait de divaguer dans un sens exactement opposé. Plus les gens sont vieux, plus ils sont ignares, plus ils habitent des trous perdus, plus ils votent à droite et plus ils sont favorables à la police... Un portrait robot du parfait réac pourrait être aussi facilement développé que le portrait robot du gauchiste, et on pourrait en tirer des discours sur la faiblesse de la droite en France, aussi nébuleux et pervers que l'éditorial de Jean Daniel du 9 novembre.

13. Ce qu'on fait dire à un sondage : N'importe quoi et toujours pour endormir le peuple.

Pourquoi nous nous attaquons à celui-ci particulièrement : parce que, dirigé explicitement contre les gauchistes, il est une arme aux mains des forces de répression.

# Une école de libération noire aux U.S.A.



FREE JAZZ A LA MUTUALITE

enfants lèvent les mains sans y avoir été invités, pour parler du programme en 10 points, de ce qui se passe dans leur communauté, des « porcs » (Huey) et des Panthers. On leur donne des posters et ils peuvent citer tous les noms tels que Huey (Newton), Bobby (Seale) Eldridge (Cleaver) (à son propos, il est en Algérie), ils disent : « Il est libre, il mange des pastèques et les porcs ne peuvent rien lui faire. »

Ils ont très envie d'apprendre et d'échanger des idées parce que le programme d'études se fonde sur de vraies expériences révolutionnaires et de gens simples qui sont à leur portée. Une mère de cinq enfants m'a raconté que ses enfants avaient des notes satisfaisantes en classe. Mais quand elle a vu le travail qu'ils ont fait dans les écoles choisies des articles et écrire dessus, ou donner un compte rendu oral au sujet d'un événement qui s'est passé de libération, par exemple : passé quelque part dans le monde, elle souriait avec fierté ; elle di-



parce que, ainsi, il est plus facile pour eux de saisir la réalité de la lutte des classes quand ils voient des gens de races différentes aussi pauvres qu'eux-mêmes. Nos jeunes enfants deviennent plus disciplinés chaque jour simplement parce qu'ils peuvent saisir ce qu'on leur apprend. Une fillette de 4 ans, Sonia, dit à son camarade qui en a trois qu'il était trop grand pour pleurer, et ajouta : « Est-ce que tu ne veux pas plutôt entendre parler de Huey Newton et de Bobby Seale ? ». C'est elle qui obtint qu'il s'arrête de pleurer.

Nous savons que les enfants se rebelleront contre leurs enseignants et contre les gens plus âgés ; mais nous savons que la chose la plus importante est d'obtenir que les enfants se mettent ensemble, forment une communauté, car il n'y aura pas éternellement un B.P.P. autour d'eux pour leur faciliter les choses. Ils auront à compter et à s'appuyer les uns sur les autres. Nous avons de petites batailles et des discussions, mais quand cela arrive, nous nous asseyons, nous discutons l'affaire et nous arrivons à une solution, une unification des volontés, parce que nous savons que si nous ne résolvons pas le problème, ici et maintenant, les enfants accumuleront des rancunes les uns contre les autres.

Dans le passé, les étudiants et plus récemment les élèves du secondaire ont manifesté leurs désirs et leurs idées. Ces enfants apprendront à leurs sœurs et frères plus âgés, et même les enfants des écoles primaires exprimeront le dégoût de la situation dans laquelle ils sont. Ce sont eux qui reprendront la lutte et nous sommes heureux de dire que dans les prochaines semaines des écoles de libération naîtront dans tout le pays, tout comme cela s'est passé pour le petit déjeuner des enfants.

TOUT POUR LE POUVOIR AUX JEUNES !

Ecole de libération, Berkeley, Val Douglas (The Black Panther, 2 août 1969).

Les révolutionnaires, c'est quoi ? « Les révolutionnaires sont les gens qui apportent le changement ». Cette réponse vient de la bouche de jeunes qui participent à la première école de libération, patronnée par le B.P.P. Les écoles de libération sont la réalisation du 5<sup>e</sup> point du programme en 10 points du B.P.P. : NOUS VOULONS POUR NOTRE PEUPLE UNE EDUCATION QUI EXPOSE LA VERITABLE NATURE DE CETTE SOCIETE AMERICAINNE DECADENTE. NOUS VOULONS UNE EDUCATION QUI ENSEIGNE NOTRE VERITABLE HISTOIRE ET NOTRE ROLE DANS LA SOCIETE PRESENTE. Nous reconnaissons que l'éducation n'a de sens que quand elle apprend l'art de survivre. Notre rôle dans cette société est de nous préparer nous-mêmes et de préparer les masses au changement...

(Journal du BPP août 1969.)

## LA JEUNESSE FAIT LA REVOLUTION

Les enfants franchissent les portes prêts à manger, à apprendre et à jouer. Ils savent que quand ils entrent, leur petit déjeuner est préparé, parce que le B.P.P. connaît l'importance d'avoir un petit déjeuner le matin. Ça leur réveille et ça leur donne la possibilité de déployer leur énergie.

Etant l'une des maîtresses, j'ai l'occasion d'être parmi les enfants, de discuter avec eux, et d'éveiller l'état de répression dans lequel leurs esprits à voir clairement nous vivons. Ce qui est surtout fascinant pour ceux qui enseignent et pour les parents, c'est de voir avec quelle vitesse leurs esprits travaillent et combien ils sont capables de mettre les choses au clair et d'entrer dans les détails. Nous savons que nos enfants sont brillants, tout ce qu'on a à faire, c'est de leur montrer et de les guider dans la bonne direction. La plupart des

sait : « leur travail montre qu'ils peuvent établir le lien entre ce qui leur arrive à eux et à d'autres gens pauvres dans le monde. » Quelques-uns des enfants qui ne savent même pas écrire essayent de le faire parce qu'ils comprennent que nous sommes là pour nous entraider.

Nous avons un sujet principal chaque jour : lundi est le jour de l'histoire révolutionnaire, mardi est celui de la culture révolutionnaire, mercredi est celui des événements actuels, jeudi est celui du cinéma et vendredi on sort.

Ça c'est le fond, mais nous avons un chargé de coordination du programme, qui l'arrange pour chaque semaine. Nous sortons les enfants pour leur faire faire de l'exercice physique. Ils se portent tous volontaires pour mener les jeux. On les voit forts et pleins de vigueur. Ils marchent au rythme des chansons qui racontent l'affolement des porcs et la lutte des Panthers pour le peuple.

Nous nous appelons nous-mêmes LA GRANDE FAMILLE, avec le reste de nos frères et sœurs de classe partout dans le monde. Nous voulons surtout que les enfants comprennent la lutte de classes parce que les peuples de toutes les races sont exploités par les mêmes porcs partout dans le monde. La plupart des écoles de libération existent dans des endroits où habitent des gens pauvres de toutes les couleurs, exploités et opprimés,

Nous nous appelons nous-mêmes LA GRANDE FAMILLE, avec le reste de nos frères et sœurs de classe partout dans le monde. Nous voulons surtout que les enfants comprennent la lutte de classes parce que les peuples de toutes les races sont exploités par les mêmes porcs partout dans le monde. La plupart des écoles de libération existent dans des endroits où habitent des gens pauvres de toutes les couleurs, exploités et opprimés,

# NANTERRE : combien coûte un cours de Foyer ?

\* La présence des vigiles ne compromet pas le libéralisme de l'université dont ils doivent être les premiers défenseurs.



Il va de soi que si la sécurité de ces vigiles est elle-même menacée...



Leur protection serait assurée par la police sur ma réquisition.



La présence de cette police ne compromet pas le libéralisme de l'université dont ils doivent être les premiers défenseurs.

C'était samedi 5 novembre, je sors de la fac de Nanterre-la-Folie. Trois ou quatre types n'impér photographient tous les gens qui se dirigent vers la fac, c'est-à-dire, comme tous les samedi, peu de monde. Tout autour du campus, par contre, il y a du monde, civils et uniformes en tout genre, une vingtaine de cars, deux bulldozers anti-barricades, une autopompe. Autour de la fac de Droit, une centaine de flics du rectorat, à la porte de l'amphi, ils font des vérifications de cartes puis ils ferment les portes à clé. Dans le hall, presque personne, quelques types curieux, la quarantaine, petite moustache... deux petits groupes d'extrême droite prêts à prêter main-forte, quelques étudiants qui n'en croient pas leurs yeux.

Foyer arrive et repart de son cours par la porte de derrière, encadré par un dizaine de vigiles. Une heure après les cours, les locaux administratifs se vident de flics en civil et tout ce beau monde évacue la fac.

Dans l'amphi, il y avait huit étudiants. Tout ça pour huit étudiants !

TOUT veut que le scandale éclate et qu'on débâte publiquement la question que se pose la France entière : COMBIEN COUTE UN COURS DE FOYER ?

# Débat sur l'école

Décembre 1970 : l'école tourne, les professeurs professent, les élèves chahutent. Ceux auxquels Mai avait donné l'espoir quittent les universités et les lycées, ou bien se résignent.

Ceux qui se proclament révolutionnaires n'ont plus de solution claire-ment proposée à l'après-Mai universitaire. Faut-il quitter les facs, quitter le rôle de prof-flic du secondaire et d'ailleurs ? Le débat ci-dessus, les textes qui l'accompagnent et qui ont été rédigés par les participants à la discussion indiquent une première chose : que la confrontation avec une expérience comme celle des « écoles de libération » nous confirme : le plus important est de savoir ce que nous construisons avec des millions de jeunes des écoles, pas nos problèmes de profs gauchistes. Il n'y a encore en France que des ébauches « d'écoles sauvages ». Nous essaierons d'en rendre compte.

Ce débat commencé, nous vous proposons de le continuer. Un groupe s'est mis à en discuter qui se réunira au local de TOUT, écrivez-lui, venez-y.

JE ME MOQUE  
TOTALEMENT  
D'ÊTRE  
TRAITÉ DE  
CON,  
CAR CE  
MOT NE  
VIENT  
NI DU  
LATIN,  
NI DU GREC !



Souls

## Faut-il tuer les enseignants ?

On a discuté pendant deux heures essentiellement entre profs, mais avec la participation d'un camarade qui vient de se faire virer d'un cours de perfectionnement, et qui n'est pas rentré dans un C.E.T.

Prof de C.E.G. — D'abord je veux distinguer ceux qui enseignent aux fils de prolats et ceux qui enseignent aux fils de bourgeois. Pour moi l'École, c'est avant tout le primaire, les C.E.T. et les C.E.S. là où passent les jeunes des couches populaires. Pour moi, le prof doit suivre le mouvement impulsé par les élèves, pas le contraire. Je pense que les camarades comme ceux de l'École de Mai donnent beaucoup trop d'importance au rôle des profs gauchistes, car en fait, je pense que tous les profs sont des flics, personnellement, je n'envisage qu'une solution : me barrer.

Enseignant — La comparaison ne veut rien dire : il est pratiquement contradictoire d'être cadre d'entreprise, c'est-à-dire d'exercer des fonctions directement répressives dans la production, et d'être révolutionnaire. De fait, c'est une abstraction : la situation n'existe pratiquement pas, je ne connais pas de cadre révolutionnaire. Par contre, il y a plein de gauchistes qui sont profs.

Prof de C.E.G. — Moi, ce que je leur explique, c'est uniquement comment ne pas se faire piquer par les flics. C'est à peu près ma seule intervention politique.

Enseignant (supérieur) — On ne peut pas dire à 600 000 enseignants vous êtes des flics, taillez-vous, démissionnez. On est obligé de leur proposer un certain nombre de choses, de faire une propagande pour les amener au progressisme sans les mettre dans un cul de sac.

Etudiant — C'est trop facile de dire ça : on sait déjà le décalage entre les opinions, même gauchistes d'un prof et son attitude dans sa classe, ce sont deux choses totalement différentes.

Prof de C.E.G. — J'ai l'impression que vous ne savez pas très bien ce que c'est d'être prof dans un C.E.T. ou un C.E.S. Il n'a aucune marge de manœuvre dans ses rapports avec les élèves. Une copine de Sarcelles est prof dans le technique. Elle a reçu trois élèves chez elle. La directrice lui a donné un avertissement, et comme elle est maître auxiliaire, elle sera certainement vidée à la fin de l'année.

Enseignant (supérieur) — Tout se résume à un problème d'alliances entre ceux qui sont à l'extérieur de l'École, force essentielle de la révolution, et ceux qui y restent. Ça ne va pas passer par l'exigence que tous abandonnent leur poste dans l'appareil de la bourgeoisie. Quand tu commenceras un boulot chez les flics, tu ne leur diras pas de quitter la police ; il faudra qu'ils y restent pour infiltrer l'appareil d'État. C'est d'autant plus vrai pour les profs.

## INFILTRER ?

Etudiant — Tout le monde participe à la reproduction de la société de classes existante, même l'ouvrier.

Enseignant — Le prof est l'agent du pouvoir comme le cadre de n'importe quelle entreprise.

## UNE SALLE DE PROF...

Enseignant (supérieur) — Pour moi le problème n'est vraiment pas là : reconnaître que le prof est un flic, c'est facile, mais est-ce qu'on doit supprimer ou refuser d'exercer tout

enseignement, après la maternelle, parce qu'avant, ça voudrait dire qu'on se refuse même à apprendre à lire et à compter ? Même dans le supérieur, j'ai l'impression que j'apprends des choses aux gens : si on prend l'exemple des Beaux-Arts, on sait que les étudiants exigent de leurs profs gauchistes un certain enseignement. Je ne vois pas pourquoi je devrais décider que cet enseignement n'a aucun intérêt.

Jeune de C.E.T. — Le but de nos profs n'est pas de nous apprendre quelque chose, mais de nous apprendre à fermer notre gueule. Les profs ne doivent pas croire qu'ils enseignent quoi que ce soit, pour nous ça revient toujours au même puisqu'on se retrouvera à l'usine. J'avais un prof de gauche, il faisait des cours d'histoire. Eh bien, c'est moi qui ai expliqué la Commune de Paris : je me suis levé et j'ai raconté tout ce qui m'intéressait dans la Commune.

Prof. — Un professeur ne peut pas le faire ?

Jeune de C.E.T. — Il refuse toujours de jeter les livres, il lui faut toujours une garantie.

Prof de C.E.S. — Je ne dis pas qu'il ne faut plus apprendre à lire et à écrire. Ce que je sais, c'est que mon boulot à moi est dégueulasse. Le même en un grain dans une machine, la plupart des profs le méprisent ou le détestent. Dans une salle de profs, l'atmosphère est terrifiante. Les profs ne s'abordent qu'en se disant : les élèves ne savent plus rien (en admettant qu'ils aient jamais su quelque chose). Quiconque a passé quelque temps dans une salle de profs sait à quel point s'en tenir sur ce que pensent les enseignants au sujet des enseignés. Et pourtant dans mon C.E.T., si je propose au prof de français de concourir avec les élèves, par exemple de trouver en 10 minutes le maximum de mots en — ette — (comme maisonnette), le prof est battu à plate couture par élèves. Et puis dans mon cas, le prof n'est pas flic pour les fils de bourgeois. J'ai beau faire des pieds et des mains, dans tous les exercices de maths, les fils de bourgeois arrivent premiers.

Prof (secondaire) — Un jour un élève m'a dit au Lycée « Salut Gérard ». Le prof qui était à côté de moi était blême. Il m'a demandé « C'est un de vos élèves ? » Il n'en revenait pas qu'il me tutoye. Le rapport qu'ont les profs entre eux est entièrement commandé par leur rapport aux élèves. Si tu as une rupture d'attitude, tu te fais exclure de la communauté des profs, ça te force à te mouiller.

Prof (supérieur) — L'attitude extérieure au cours compte beaucoup : chez nous, quand l'assistant se bat avec les fascistes en compagnie des étudiants, ça change son rapport avec ceux-ci. Après la bagarre trois assistants se sont mis à balayer le hall de la Fac. Ça a stupéfié tout le monde qu'ils fassent une chose comme ça.

## VOUS VOUS RAPPELEZ EN 6<sup>e</sup> ?

Etudiant — La plupart des gauchistes ont tout de même introduit la contestation dans leur cours. Mais au point où on est aujourd'hui, particulièrement dans les lycées, vous n'imaginez pas ce que c'est que la remise en question complète d'enseignement. Est-ce que vous vous rappelez comment vous étiez en 6<sup>e</sup> ? Aujourd'hui il y a des gosses de 6<sup>e</sup>, j'en connais, qui brûlent leur cahier de textes. La différence avec notre génération est simple : quand la contestation commence en 6<sup>e</sup>, les gosses n'apprennent plus rien du tout, du moins une petite fraction d'entre eux. Nous on s'en fout : pour la plupart, on a déjà un gros bagage culturel. La génération qui a fait Mai ne peut pas se rendre compte de ce que ça donne comme désespoir, la contestation à vide dans les lycées. Ça personne n'en parle : les gauchistes profs donnent leur bénédiction paternelle à la contestation, en se foutant complètement de ce que ça donnera dans quelques années. A 20 ans les élèves seront dans la merde, pas tellement parce qu'ils n'auront pas de diplômes, — laissons ça au P.C.F. — mais parce qu'aucune « culture révolutionnaire » n'a pris la place laissée vide par la destruction du savoir bourgeois. Ce n'est pas Beaux-Arts ou Dauphine, c'est les lycées où l'on fait table rase sans donner d'espoir. Et que les profs se barrer n'arrangera rien : ils laisseront derrière eux la merde, l'ouverture à n'importe quelle idéologie qui proposerait des valeurs à tous ceux qui sont désemparés.

Etudiant — Ou'est-ce qu'un prof peut bien apporter à ces gosses dont tu parles ?

Etudiant — Tu as un gosse, toi ? Ou'est-ce que tu peux bien lui apporter ? Tu n'as qu'à le laisser tomber.

Prof de C.E.G. — Tout ça c'est du scrupule de prof. On a à choisir entre quelques milliers d'enseignants et quelques millions de mômes. Je suis pour démolir complètement la baraque, même si c'est dur pour les profs. Quant à ce qu'on pourrait encore enseigner...

Etudiant — Après Mai, les enseignants gauchistes n'ont pas voulu enseigner : le seul résultat, c'est qu'aujourd'hui les gosses ont l'impression de n'être que des révolutionnaires à demi-part, qui n'ont jamais eu la possibilité de faire la critique maîtrisée du savoir bourgeois, chose qu'on a faite, nous.

Elève de C.E.T. — Chez nous, on n'en avait rien à foutre de ce qu'on apprenait, puisqu'au bout du compte on arrivait toujours à la chaîne. Quand j'étais en classe de perfectionnement, j'ai eu des 10. Tout ce qu'on a trouvé pour me vider, c'est de me raconter que mon dossier avait été perdu. Ou'est-ce que peuvent enseigner les profs ? La seule chose que j'aurais aimé discuter avec eux, c'était comment préparer la révolte dans l'usine à partir de nos classes, puisqu'on y arriverait tous, à l'usine. Mais il faut voir un prof de gauche : ils vont à l'urne être un président de la République, voilà le prof de gauche.

Prof de C.E.G. — Quant à moi, mon métier de prof, ça ne va pas durer longtemps.

# Mon voisin et le Secours Rouge

Je lui ai parlé de la liberté de la presse. Alors là, il était contre l'interdiction de « l'Hebdo » : « De Gaulle l'aurait pas fait si c'était Pompidou qui était mort » et puis, ajouta-t-il, il commence à exagérer ce Marcellin.

Je lui ai parlé du procès de Burgos, à mon voisin, là aussi il était contre, il se souvenait de 36, me disait-il, mais quand je lui ai proposé de venir à la manifestation, il était prêt pour manifester pour les libertés et puis il avait pas trop peur dans le Secours Rouge.

Mon voisin prend son métro place des Ternes, il a vu la manifestation, il a été surpris, il pensait que le Secours Rouge s'était fait que des jeunes cons et il y a vu aussi des gens à l'air « raisonnable » plus âgés. Il croyait que le Secours Rouge ne pouvait rassembler que quelques gauchistes, et il a vu près de 8 000 personnes. Evidemment il a été surpris de voir des cordons de brigades spéciales encadrer au coude à coude et en rigolant le cortège mais enfin... quand je lui ai reparlé du Secours Rouge c'était

lui, « ah, oui mais il n'y en a pas, vous savez, les crédits des H.L.M. ne sont pas suffisants ». Et du même coup on lui supprime son allocation-logement parce qu'il n'occupe pas un appartement correspondant à ses besoins.

J'ai pensé, c'est au Comité du Secours Rouge de s'en occuper. A la réunion du comité j'en ai parlé, il y en a un qui m'a répondu : « Ah, non, tu veux t'occuper du logement, ça c'est de la politique, c'est les organisations qui doivent s'en charger. Nous, on lutte contre la répression politique pour la liberté d'expression et de vente des journaux révolutionnaires ».

Eh, bien moi je lui ai dit : « La répression c'est celle qui frappe mon voisin dans tous les aspects de sa vie aussi bien que celle qui frappe les militants gauchistes. Et des voisins, chacun de nous en a des millions. Aujourd'hui je ne peux pas réaliser l'unité entre les gauchistes et lui, en disant : les gauchistes c'est vous ! il n'y croit pas. Mais si on parle, si on agit avec lui sur ce qui le touche réelle-

aussi bien l'affaire du syndicat que du Secours Rouge.

— La lutte contre la répression illégale qui frappe les jeunes le samedi soir au bal c'est l'affaire du Secours Rouge.

— La lutte contre la répression de la vie dans les logements-prisons c'est aussi l'affaire du Secours Rouge.

— La lutte contre la répression raciste, matérielle et morale qui frappe les immigrés c'est l'affaire du Secours Rouge...

Le Secours Rouge va commencer une campagne sur la liberté d'expression pour la presse, pour les révolutionnaires. Si c'est pas une campagne « la liberté pour le peuple » on va encore rester entre nous à défendre nos petits camarades.

Et puis le Secours Rouge, c'est important, ça apparaît comme un lieu unitaire, il est pour un certain nombre de camarades isolés, qui ne veulent pas s'engager dans un « groupuscule » un lieu pour que l'activité soit capitalisée au niveau national, et une manif rassemblant beaucoup de monde, ça donne

# SECOURS ROUGE

J'ai fait la connaissance de mon voisin, il n'aime pas Geismar, parce que, dit-il, il n'aime pas les petits brailleurs qui feraient mieux de se faire une situation que de foutre la pagaille et pourtant je vous le jure, il n'aime pas non plus les cadres de sa boîte.

Je lui ai parlé de la « Cause du Peuple », à mon voisin, je lui ai démontré que c'était injuste, illégal et... stupide. Il comprenait mais tout de même, disait-il, ils ne veulent que casser les voitures.

déjà plus sérieux à ses yeux, il y avait du monde, mais ça lui restait toujours étranger.

La répression, la répression... on n'entend que ça de votre part m'a-t-il dit.

Mon voisin, il lui est arrivé une histoire terrible ! Il habite dans une H.L.M., il a eu le « tort » d'avoir 2 enfants de plus. « Mais ça ne va pas du tout, votre appartement est beaucoup trop petit, il n'est pas à la norme ». Il ne demandait pas mieux que d'en avoir un plus grand,

ment du point de vue des aspects les plus immédiats de la répression bourgeoise, à ce moment, il comprendra vite que cette lutte, c'est véritablement son affaire.

Le Secours Rouge commence à compter. C'est bien, mais pour qu'il compte encore plus aux yeux du plus grand nombre, on peut peut-être faire en sorte que les gens voient concrètement que c'est de leurs problèmes qu'il s'agit.

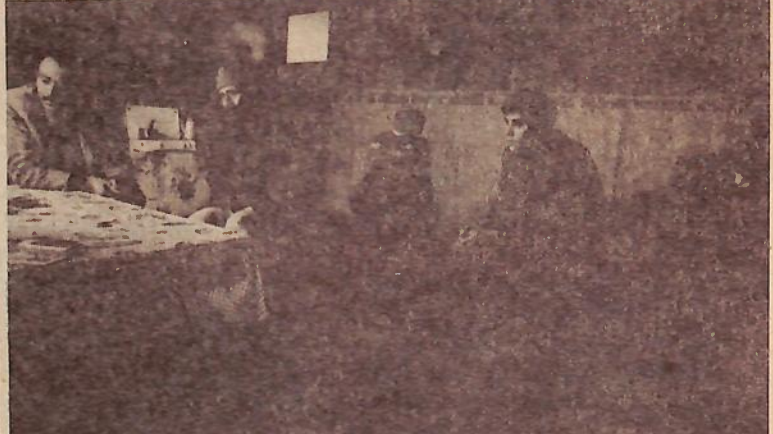
— La défense d'un ouvrier licencié ou d'un accidenté du travail est

espoir.

Alors des comités de base de Secours Rouge oui ! Vu comme ça peut-être qu'on deviendra une organisation réellement autonome dans laquelle les gens verront un lieu concret où ils ont un rôle à jouer. La solidarité ça ne se proclame pas, ça se pratique.

Quand j'ai fini de parler (d'accord c'était long) il y en a un qui m'a dit : « Tu es fou, tu veux faire du Secours Rouge, un PARTI. » ...il avait rien compris.

# 84 JOURS DE GREVE A



# SOLFERINO LANDES

Solférino (Landes - près de Bordeaux), c'est une grosse exploitation agricole produisant du maïs (500 ha : environ cent millions d'anciens francs par an) entourée de 3 000 ha de pins. Le marquis, propriétaire de ce lopin de terre, possède aussi des terres dans l'Oise, en Sologne, dans les Côtes-du-Nord.

A Solférino, comme le dit le marquis « terres, bêtes et gens m'appartiennent ». « Les gens » : 8 travailleurs (4 Marocains, 1 Espagnol, 1 Portugais, 2 Français).

— 350 à 400 heures de travail par mois, c'est-à-dire 14 heures par jour, et les accidents qui s'ensuivent, sans heures supplémentaires ;

— 1 jour de repos toutes les dix semaines.

— 3,50 F de l'heure pour les mieux payés (les conducteurs des moissonneuses-batteuses et des pelles mécaniques), 3,36 pour les autres (le S.M.I.G. étant à ce moment-là à 3,50 F).

— Pour consolider cette oppression, le régisseur est armé d'un fusil.

Les conditions de logement sont de la même eau :

— quatre murs de briques creuses, sous un hangar, des vitres qui ne s'ouvrent pas, c'est le logement pour la famille d'un travailleur (6 personnes),

— le bois de chauffage — les travailleurs ne peuvent aller le chercher pendant l'été, au moment où il y a le plus de travail, soit avant ou après 14 heures de travail quotidien, et ils ne disposent de haches et de scies que le dimanche matin avant 6 heures.

Dès 1969, les travailleurs émigrés tentent de s'organiser, d'organiser leurs camarades français. Ils font venir l'inspection des lois sociales en agriculture, pour leur montrer les conditions de travail, de logement, pour leur montrer les pressions dont ils sont l'objet par la police des qu'ils essaient de s'organiser.

Par exemple : un travailleur marocain sera reconduit à la frontière pour atteinte à la sûreté de l'Etat après avoir reçu une lettre à l'entête du syndicat C.F.D.T. La direction départementale du Travail le sait, ne bouge pas et les Renseignements généraux constituent un dossier-bidon contre ce travailleur.

Mais l'inspecteur du travail ne tient aucun compte des travailleurs émigrés et n'écoute que les déclarations des travailleurs français qui, à cette époque, ont des conditions plus favorables.

Il leur faut donc attendre janvier 1970, date d'arrivée d'un nouveau Français. Ils s'organisent alors. Et l'unité de tous sera réalisée en août 1970.

Les travailleurs font venir une fois encore l'inspection du travail. Leur cohésion l'oblige à constater cette fois les conditions de travail, les conditions de logement. L'inspection du travail reconnaît la non-application de la Convention collective des Landes (exploitations agricoles).

Mais au lieu de dresser un procès-verbal, l'inspection se contente d'envoyer un constat sur toutes ces infractions à Le Pelletier, dit le marquis.

Le Pelletier s'en fout, le 1<sup>er</sup> septembre il engage un nouveau travailleur français en-dessous du S.M.I.G.

Quand tous les ouvriers iront le trouver pour exiger l'application de leurs droits et le paiement selon leur qualification réelle, Le Pelletier, dit le marquis, leur répondra : « VOUS ETES LES OUVRIERS LES MIEUX PAYES DES LANDES, VOUS N'AVEZ RIEN A RECLAMER, PAS MEME L'APPLICATION DE LA LOI. »

Les ouvriers décident de faire le travail pour lequel ils sont payés, travail de manoeuvres et refusent de conduire les engins.

Réaction de Le Pelletier : il licencie les deux Français puis un travailleur émigré. Pas de protestation de l'inspection des lois sociales devant l'illégalité d'une telle décision.

Devant cette oppression commune, les travailleurs adoptent les formes prolétariennes de lutte : ils ne prendront que des décisions collectives :

Tous les ouvriers décident la grève sur les deux mots d'ordre suivants :

— application de la Convention collective,

— réintégration de tous les travailleurs.

Le 21 septembre c'est le moment où doit commencer la récolte du maïs et cela ne peut attendre, le marquis est donc vulnérable. Il fait venir une entreprise privée, tous les émigrés et un Français vont trouver les conducteurs des moissonneuses-batteuses et leur expliquent pourquoi ils sont en grève. Ceux-ci solidaires des grévistes repartent avec leurs machines.

A partir de ce moment-là, successivement les flics, puis les syndicats essaient de démobiliser les travailleurs étrangers.

Après le départ de l'entreprise de battage, les flics se ramènent sur le domaine voulant interroger un à un les travailleurs émigrés prétextant le dépôt d'une plainte pour menaces de mort contre les conducteurs des machines (ceux-ci démentiront spontanément cette plainte). Les travailleurs émigrés refusent d'être interrogés séparément et font dire aux flics qu'ils ne comprennent pas le français. Les flics reculent.

Puis, à l'occasion d'une seconde tentative du marquis pour faire couper son maïs, les responsables syndicaux critiquent et menacent les travailleurs émigrés leur disant qu'au nom de la liberté du travail ils n'ont pas le droit de faire pression sur les ouvriers de l'entreprise privée.

Malgré ces tentatives de division, la détermination des travailleurs reste la même. Quand, le 9 novembre, cette affaire est plaidée au tribunal de Première instance, le représentant du marquis accepte l'application de la Convention collective (pour certains : une augmentation de 2 F de l'heure et un rappel de 5 000 F de salaires), il accepte aussi la réintégration du travailleur émigré mais refuse que les deux travailleurs français reviennent sur l'exploitation. Mais les travailleurs émigrés décident de continuer la grève jusqu'au 7 décembre, date de publication du jugement.

Pour soutenir leur grève, envoyez de l'argent (mandats, chèques) à « TOUT », avec la mention « pour Solférino ».

qu'il s'agit de graffitis, représailles sur le chef de la police politique de San Sebastián, des attaques dans les banques, les usines, des bombes qui éclatent dans les casernes de la Guardia Civil, à la Bourse du syndicat franquiste... Toutes ces actions ont pour but d'être le germe d'un authentique front militaire du peuple travailleur basque, le germe d'un authentique front ouvrier armé ou disposé à l'être.

Q. : — Et sur le front culturel ?

R. : — Le front culturel part de l'idée qu'il n'y a pas de culture universelle tant qu'on ne détruit pas l'oppression universelle, en partant du principe que la culture est la création de l'homme par l'homme. Dans ce sens, un front culturel a pour base le front ouvrier, c'est là où se manifeste la tradition culturelle. Dans l'attente d'essayer de construire une culture authentiquement populaire on remplit diverses tâches : par exemple, des écoles maternelles et primaires entièrement aux mains des Basques. Egalement il y a des marchands ambulants qui font du théâtre jusque dans les villages les plus reculés mais c'est très contrôlé et on n'arrive pas à faire beaucoup de choses. Il y a enfin l'encouragement de toutes les activités folkloriques en essayant de leur donner un contenu politique.

Q. : — Quelles sont les organisations de masse ? En face des syndicats fascistes y a-t-il des syndicats socialistes ?

R. : — Il y a des organisations syndicales clandestines, par exemple l'U.S.O. qui a des militants en pays basque, mais c'est surtout les Commissions ouvrières qui représentent le mouvement de masse. Elles sont, dans l'ensemble, contrôlées par les révisionnistes.

Q. : — Avez-vous une tactique précise par rapport aux commissions ouvrières ? Appelez-vous les ouvriers à y entrer ou à en sortir pour former des groupes autonomes de l'ETA ?

R. : — Notre ligne, c'est celle des comités de base. Ceux-ci se sont formés au début de 1969 quand les Commissions ouvrières du pays basque ont éclaté par suite d'une bureaucratisation complète qui a conduit les militants à l'inactivité.

De plus, il y a actuellement des rapports entre les Commissions ouvrières et les syndicats fascistes — les révisionnistes disent qu'il faut entrer dans les syndicats fascistes parce qu'il y a des possibilités légales. Sur cette question l'ETA soutient les comités de base contre la ligne des révisionnistes.

Q. : — Est-ce que votre lutte est liée à celle du reste de l'Espagne ?

R. : — La propagande, surtout celle des fascistes, dit que les Basques sont des séparatistes ; ce n'est pas vrai et la preuve c'est que lors de la mort de trois ouvriers à Grenade, l'argent que avions en banque a été adressé aux familles et comme c'était des ouvriers du bâtiment, nous sommes intervenus au ministère du Logement et nous avons brûlé des documents.

Q. : — Et l'aide extérieure à votre cause ?

R. : — Franco a déjà commué des peines de mort en détention. Nous devons cela aux manifestations, arrêts de travail et autres luttes qui ont eu lieu au pays basque et ailleurs.

C'est pourquoi la propagande qui est faite en France en ce moment par le Secours Rouge est un facteur très important.

# 9 décembre VICTOIRE !..

« TOUT », avec la mention « pour Solférino ».

## MARCELLIN : Y A PIRE !

Pompidou a trouvé plus à droite que lui. Marcellin respire, il y a un pays voisin où les flics sont plus vaches que les siens. La France entière est convoquée officiellement à regarder vers l'Espagne un tribunal militaire (une sorte de Cour de Sûreté de l'Etat) demander la peine de mort contre des révolutionnaires.

Alors Geismar, avec ses deux ans de prison, de quoi se plaint-il ?

La République, bonne fille, retrouve un sourire enfantin. L'Espagne, elle, n'est qu'une vieille putain.

France-Soir fait la une de ses éditions avec Burgos. Tous les soirs, la télé verse une larme sur les inculpés. Une opération politique minable destinée à résonner une virginité aux flics français se déroule sous nos yeux.

Ça ne trompe personne.

A Citroën, des ouvriers émigrés espagnols disent : autant rentrer chez nous, ça ne sera pas pire qu'en France !

Alors, les officiels, rentrez vos mouchoirs et séchez vos larmes. On se passe de vos condoléances.

## six révolutionnaires basques en danger de mort aux crimes franquistes

Le ministre Lopez Bravo et « l'héritier » de Franco, Juan Carlos, sont reçus par Pompidou. L'Espagne, tout en achetant des avions et des tanks à la France, Mais la répression franquiste, toujours aussi sanglante, prépare des caricatures de procès au pays basque.

En Novembre un tribunal militaire est chargé de prononcer contre les révolutionnaires basques, dont le seul crime est d'avoir lutté pour la liberté de leur peuple.

Six condamnations à mort et de nombreuses peines de prison.

## sauvons Izko et ses camarades

secours rouge  
1 rue Louis-Blanc, Paris 10<sup>e</sup>

la lutte de libération nationale menée par le PNB, contradictions qui apparaissent dans le contexte de cette lutte sous un aspect progressiste du point de vue national. En plus il y a des méthodes pacifiques du PNB et les méthodes plus violentes de l'ETA, par exemple en 1961, à lieu la première action importante de l'ETA : le déraillement d'un train plein d'anciens combattants franquistes.

Q. : — Quelle est votre stratégie ?

R. : — L'ETA essaie de lutter pour l'élimination de l'exploitation capitaliste tout en radicalisant la lutte de libération nationale. L'ETA essaie d'organiser une stratégie concrète sur quatre fronts : ouvrier, culturel, militaire et politique. Il faut souligner que ces fronts ne sont pas des constructions théoriques qu'on essaie ensuite d'appliquer à la réalité, ils fonctionnent déjà en tant que tels quand l'ETA les a coordonnés, rationalisés et théorisés.

L'ETA organise la lutte par la création de comités de base dans les entreprises. Nous avons réussi à coordonner la grève de 1969 qui a été suivie par 25 000 ouvriers pendant presque un mois et ceci sous l'Etat d'exception.

Q. : — Des révolutionnaires portugais envisagent des luttes de guérilla, que pensez-vous de la lutte armée ?

ETA : — Il faut, dès maintenant, établir les bases pour qu'un jour il existe dans les comités ouvriers une véritable force armée. Tout ce qu'on a fait jus-

## INTERVIEW

# ETA

L'organisation basque ETA est au centre du procès de Burgos. Deux de ses membres en exil à Paris nous ont racontés leur but, les moyens d'y parvenir.

Question : — Comment fonctionne l'administration du pays basque ?

Réponse : — Le pays basque espagnol se compose de 4 provinces, la Navarre, la Guipuzcoa, l'Alava et la Biscaya. Chaque province est dirigée par un préfet, un gouverneur civil, un gouverneur militaire, et l'évêque. Tous ces gens sont nommés par Franco. Le gouvernement fasciste espagnol s'est convaincu qu'il était préférable pour lui de permettre quelques activités culturelles (voir l'expérience catalane par exemple) il peut ainsi affirmer son libéralisme et dire qu'il permet une certaine liberté aux Basques.

Q. : — Quand la résistance a-t-elle commencé au pays basque ?

R. : — Il y avait avant la création de l'ETA une résistance au pays basque représentée par le Parti nationaliste basque d'idéologie bourgeoise : en 52-53, se forme le groupe Ekin, au sein du mouvement de jeunesse du parti. C'est un groupe d'étude formé surtout d'étudiants qui peu à peu, prend ses distances par rapports à la ligne du Parti nationaliste et critique surtout la forme pacifiste de la lutte, la confiance dans les U.S.A... De 53 à 59 il y a surtout de l'étude, des recherches, mais l'expulsion d'un militant du groupe Ekin en 58, provoque la solidarité de ses camarades et c'est ainsi que naît l'ETA.

Q. : — Sur quelle base les camarades de l'ETA se sont-ils réunis pour partir du PNB ? Influence de l'idéologie M.L. ? De Mar ?

R. : — Pratique et théorie sont mêlées, nous ne sommes pas des étudiants qui avons pu découvrir la pratique marxiste-léniniste dans des livres. Les écoles sociales dans lesquelles les thèses sont expliquées sont la pratique concrète de la répression et le milieu dans lequel nous vivons. C'est cette pratique concrète qui préside à la création de l'ETA et qui marque ses propres limites. ETA signifie le passage, la synthèse d'une contradiction pendant des années dans



la lutte de libération nationale menée par le PNB, contradictions qui apparaissent dans le contexte de cette lutte sous un aspect progressiste du point de vue national. En plus il y a des méthodes pacifiques du PNB et les méthodes plus violentes de l'ETA, par exemple en 1961, à lieu la première action importante de l'ETA : le déraillement d'un train plein d'anciens combattants franquistes.

Q. : — Quelle est votre stratégie ?

R. : — L'ETA essaie de lutter pour l'élimination de l'exploitation capitaliste tout en radicalisant la lutte de libération nationale. L'ETA essaie d'organiser une stratégie concrète sur quatre fronts : ouvrier, culturel, militaire et politique. Il faut souligner que ces fronts ne sont pas des constructions théoriques qu'on essaie ensuite d'appliquer à la réalité, ils fonctionnent déjà en tant que tels quand l'ETA les a coordonnés, rationalisés et théorisés.

L'ETA organise la lutte par la création de comités de base dans les entreprises. Nous avons réussi à coordonner la grève de 1969 qui a été suivie par 25 000 ouvriers pendant presque un mois et ceci sous l'Etat d'exception.

Q. : — Des révolutionnaires portugais envisagent des luttes de guérilla, que pensez-vous de la lutte armée ?

ETA : — Il faut, dès maintenant, établir les bases pour qu'un jour il existe dans les comités ouvriers une véritable force armée. Tout ce qu'on a fait jus-